



**EVALUATION A MI-PAROURS DU PROJET AMELIORATION DE  
L'INFORMATION, EDUCATION ET COMMUNICATION DES  
POPULATIONS RURALES ET PERIURBAINES A L'ADAPTATION  
AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**



Proposée par :  
M. Koularambaye Koundja julien, Consultant  
Email : [koundjajulien@yahoo.fr](mailto:koundjajulien@yahoo.fr),  
Tél : 66289347/66293269

Mars 2019

Rapport Final

## Table des matières

Acronymes et abréviation .....	4
Résumé.....	5
1. INTRODUCTION.....	11
1.1. Objectif de l'évaluation.....	11
1.2. Approche Méthodologique.....	11
1.3. Limites de l'évaluation à mi-parcours.....	12
1.4. Structure du rapport de l'évaluation à mi-parcours.....	12
2. DESCRIPTION DU PROJET ET DU CONTEXTE DE DEVELOPPEMENT .....	12
2.1. Contexte.....	12
2.2. Description du projet.....	13
2.3. Partenaires d'exécution.....	15
2.4. Démarrage du projet et durée.....	15
3. ANALYSE DES RESULTATS ATTEINTS,OBJECTIFS DU PROJET ET REPONSES AUX QUESTIONS EVALUATIVES.....	16
3.1. PERTINENCE .....	16
3.1.1. Pertinence du projet par rapport aux objectifs et priorités du pays.....	16
3.1.2. Pertinence du projet par rapport aux besoins des cibles.....	17
3.1.3. Pertinence du projet par rapport aux objectifs initiales et actuelles.....	18
3.1.5. Pertinence des indicateurs de suivi des produits.....	20
Conclusion sur la pertinence.....	21
3.2. EFFICACITE.....	22
3.2.1. Les résultats globaux du projet à mi-parcours.....	23
3.2. 3. Estimation du taux de réalisation des produits.....	29
3.2.4. La tendance du progrès vers les effets.....	30
3.2.5. Efficacité de l'approche d'intervention.....	31
Conclusion sur l'efficacité.....	31
3. 3. EFFICIENCE.....	32
3.3.1. Moyens Financiers.....	32
3.3.2. Moyens Humains.....	34
Conclusion sur l'efficacité.....	35
3.4. EFFETS/IMPACTS.....	35
3.5. Visibilité.....	36
3.6. Durabilité (pérennité , viabilité ).....	36

4. ANALYSES DES FORCES , DES FAIBLESSES ET DEFIS DU PROJET .....	37
4.1. Analyse des forces .....	37
4.2. Analyse des faiblesses .....	38
4.3. Contraintes et défis du projet .....	39
4.4. Lecons apprises .....	40
5. PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....	40
Liste des Annexes .....	43
Annexe 3 : Calendrier d'intervention.....	47
Liste des personnes / organisations consultées .....	48
ANNEXE 4 : Outils de collectes des données .....	49

## Acronymes et abréviation

UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
Projet AMCC	Projet ALLIANCE Mondiale Contre le Changement Climatique
RERAC	Réseau des Radios Communautaires et Locales d'Afrique Centrale
ADOP	L'Association pour le Développement des Organisations des Producteurs
SODAH	L'Association Action Sociale pour le Développement Holistique
DLCC	Direction de lutte Contre les Changements Climatiques
UE	Union Européenne
CPA	Comité provincial d'Action
CRA	Comité Régional d'Action
ANADER	Agence Nationale de Développement Rural
CCNUCC	Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques
CDN	Contribution Déterminée National
PANA	Programme d'Action National pour l'Adaptation aux changements climatiques
PND	Plan National de Développement
SNLCC	Stratégie Nationale de Lutte Contre les Changements Climatiques

## Résumé

**L'objet de la mission** est l'évaluation à mi parcours du projet « **Amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation** ». Il s'agit de faire le bilan de l'exécution du projet en dégagant les atouts et contraintes, à travers une analyse de la pertinence, l'efficacité, l'efficience, et les effets induits/impact du projet et de formuler des recommandations des recommandations et des propositions opérationnelles concrètes en vue : i) De corriger d'éventuels problèmes et dysfonctionnements mis en évidence par l'évaluation au niveau de la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la viabilité et l'impact du projet ; ii) D'adapter le fonctionnement au nouveau référentiel éventuellement proposé (objectifs revus).

**L'objectif global** du Projet est « améliorer le processus d'information, d'éducation et de communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques pour une meilleure prise de décision. ». **L'objectif spécifique** vise à faciliter : i) la prise de conscience des populations locales sur les risques climatiques ; ii) la prise de conscience des populations locales et des autres groupes cibles sur les mécanismes d'adaptation aux changements climatiques et iii) l'intégration des changements climatique dans les programmes d'éducation et de formation.

Trois **résultats attendus** selon les étapes du cycle de gestion des projets ont été conçus pour mieux assurer la cohérence de l'action globale et la durabilité du processus : **R1.** Les populations rurales locales et périurbaines sont informées, sensibilisées et documentées sur les risques climatiques ; **R2.** Les populations rurales et périurbaines développent des mécanismes d'adaptation aux Changements Climatiques ; **R3. Les institutions nationales considèrent la problématique des Changements Climatiques dans leur stratégie** .Le budget du Projet est **de 800.000 pour une durée de 36 mois** .

La **methodologie** habituelle de toute évaluation fut appliquée avec toutefois la particularité d'avoir constitué une base de données répertoriant près de soixante enregistrements de données à partir des entretiens et documents collectés. L'évaluation a été conduite selon un processus itératif d'analyses et d'échanges sur le diagnostic conduisant à l'élaboration des conclusions et recommandations. **Celles-ci furent présentées lors d'une réunion de synthèse dont les débats ont été pris en compte pour l'élaboration du présent rapport provisoire.**

**L'évaluation du projet** met en évidence la **pertinence, l'efficience, l'efficacité , effets induits/impact** et la **durabilité** du projet.. Chaque résultat a été valorisé en fonction du système d'échelle suivants: Très satisfaisant (TS), satisfaisant (S), plutôt satisfaisant (PS), plutôt insatisfaisant (PI), Insatisfaisant (I) et très insatisfaisant (TI).

**Les principales conclusions sont :**

**Pertinence :** Dans l'ensemble et davantage avec l'évolution du contexte national actuel , le projet AMCC-UICN est fondamentalement aligné sur les priorités nationales contenues dans le PND , le PANA et les autres politiques sectorielles en matière de lutte contre les changements climatiques et l'adaptation . **Ses objectifs demeurent pertinents par apport :**

- aux besoins des bénéficiaires cibles mais avec des actions complémentaires à envisager pour plus de pertinence dans le sens (1) d'un plaidoyer pour une mobilisation sociale pour lutter contre les causes sous-jacentes de la vulnérabilité et l'accès limitée des informations sur les changements climatiques et la (2) la mise en œuvre des actions pilotes concrètes à la base pour expérimenter en dimension réelle des bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales de répliation facile à large échelle ;
- à l'approche d'intervention renforçant l'adaptation mais avec une faible prise en compte de la dimension transformative et des interventions conséquentes, la capacité de transformation étant la

possibilité de créer un système nouveau, de changer son mode de vie lorsque les conditions l'exigent pour s'adapter durablement à un nouvel environnement ou à un environnement changeant.

**Efficacité** : A mi-parcours, le projet a généré l'essentiel des productions intellectuelles relatives aux trois principaux produits attendus. L'approche basée sur l'utilisation des Codemendeurs (ADOP, SODAH, RERAC) et implication des radios communautaires a permis d'obtenir des prestations dont le contenu est conforme pour la plupart aux besoins et attentes des cibles ; ce qui crée une forte attente de ceux-ci pour la mise en œuvre des actions identifiées. L'efficacité du projet **estimée à 61, 11% est jugée suffisante à mi-parcours** au regard du contexte de mise en œuvre caractérisé par un démarrage tardif en 2017. **L'atteinte des produits au second cycle dépendra des capacités de mobilisation à temps des ressources financières pour accélérer les activités.**

Le taux de progression du projet vers l'effet recherché qui est l'amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques peut être jugé **plutôt insatisfaisant**. En effet, la mise en œuvre efficace de l'ensemble des outils produits au stade actuel par le projet est de nature à positivement contribuer au changement d'attitudes, de pratiques et de comportements qui peuvent inverser la tendance aux changements climatiques des bénéficiaires cibles.

Toutefois, il convient de rappeler que l'amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques passe par une approche d'intervention inclusive. La multidisciplinarité de cette approche devra inclure le renforcement des capacités sur des thématiques aussi divers que les techniques adaptées de la production agricole, de la pêche, de l'élevage, de la sylviculture, de la maîtrise de la gestion de l'eau. A ces thématiques, il serait indiqué de prendre en compte les questions de santé, d'éducation, de la recherche adaptative sur les questions agro-sylvo-pastorales. C'est dire qu'il est difficilement envisageable que le projet AMCC-UICN à lui seul soit à même de créer l'effet escompté.

**Efficiences** L'efficacité du projet à mi-parcours est jugée **plutôt satisfaisante avec 55%** du budget utilisé pour produire **61,11%** des résultats, des coûts unitaires maîtrisés voire minimisés et en rapport avec les activités menées et les engagements réciproques des codemendeurs respectés dans l'ensemble. Une **efficacité toutefois limitée par** : (1) la difficulté liée à la mobilisation des fonds aux codemendeurs à temps avec pour risque que certaines activités soient mises en œuvre avec retard ; (2) Le projet ne dispose pas encore d'un système de collecte de données et de suivi-évaluation qui permet de mesurer les progrès réalisés ; (3) Les relations entre le projet, les entités affiliées et bénéficiaires et les autres acteurs du projet sont encore peu solides ; (4) L'insuffisance des missions de suivi de la coordination du projet UICN des activités réalisées par les entités affiliées. Les entités affiliées n'assurent pas non plus le suivi des activités des animateurs et des radios communautaires .

Par ailleurs, il convient de souligner que la performance du dispositif de mise en œuvre du projet a connu beaucoup de problème (par exemple le chargé de communication a démissionné depuis plusieurs mois sans être remplacé, le coordonnateur a démissionné, le chef de projet a aussi démissionné, il y a vraiment de l'instabilité dans l'équipe. La performance du dispositif opérationnel de suivi des activités de terrain du projet. Ce qui fait que les activités n'ont pas été mises en œuvre conformément au calendrier et au budget .

### **Effets/Impacts**

De manière plus spécifique, et pour ce qui est relatif à ce projet AMCC-UICN, pouvons-nous parler d'effets ou d'impacts après un peu plus de deux années de mise en œuvre ? Le Projet a démarré avec la signature de subvention avec l'UE en 2016, mais est devenu effectif en 2017. Une durée trop courte normalement pour produire des effets ou des impacts. A ce jour , les groupes cibles et bénéficiaires non pas véritablement mis en œuvre des pratiques agricoles résilientes vis-à-vis du climat après avoir été sensibilisés, informés.

Néanmoins, **Il est tout de même possible de percevoir des signes qui, s'ils se poursuivent, donneront des effets. Parmi ces signes, on peut retenir :** (1) L'acquisition des équipements solaires, ou du petit matériel (consoles audio numériques, micros, ordinateurs, etc.) en cours permettra aux radios communautaires bénéficiaires d'avoir des possibilités plus larges de fonctionnement, notamment en termes de durée d'émission par jour pour vulgariser les bonnes pratiques sur les changements climatiques ; (2) Des formations à l'attention des Radios communautaires qui permet aujourd'hui de diffuser et vulgariser les bonnes pratiques et stratégies d'adaptation aux populations rurales et périurbaines ; (3) La prise de conscience des groupes cibles sur les facteurs de dégradation de l'environnement, les causes et conséquences des changements climatiques. **De tous ces points, il est permis de conclure que le projet va induire une meilleure compréhension et un changement pour aller vers une convergence d'actions des bonnes pratiques en matière des changements climatiques .**

**Durabilité :** Les actions de durabilité actuel du projet, portent sur : i) L'ancrage institutionnel du projet qui est le premier gage de sa durabilité ou viabilité et de la réussite de la stratégie de sortie du projet, conséquemment de l'internalisation de ce projet dans les structures de l'Etat., ii) les cadres qui travaillent avec le projet va intégrer toutes les initiatives en matière de changement climatique dans les plans et stratégies ; iii) l'organisation et le fonctionnement des structures et instances impliquées dans le Projet sont un prélude de durabilité qu'il convient de maintenir et de renforcer. C'est le cas des radios communautaires et certainement des clubs environnement . A mi-parcours de la mise en œuvre du projet, les signes de la durabilité sont à peine visibles.

L'évaluation à mi-parcours a permis de déceler quelques forces et faiblesses du projet . Pour ce qui est des forces, elles portent sur :

- Mise en place des groupes cibles (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) dans les zones biogéographiques favorisant l'appropriation locale
- Une amélioration de la proximité entre les parties prenantes ;
- Une forte cohérence avec les missions des ministères concernés ;
- Une mise à disposition des outils pour l'amélioration à l'adaptation aux changements climatiques ;
- Une prise en place des groupes cibles (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs ) dans les zones biogéographiques favorisant l'appropriation locale ;
- Un programme capitalisant sur le savoir-faire traditionnel ;
- des efforts importants en termes d'information, de sensibilisation et de communication sont en train d'être consentis par le projet ses codemandeurs et partenaires pour toucher une masse critique des populations;
- Certains groupes cibles (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) et/ou des organisations de développement villageois perçoivent et connaissent les effets de changements climatiques sur leurs activités. Il en est de même pour les bonnes pratiques et stratégies d'adaptation diffusées par les radios communautaires, vulgarisé par la coordination et ses partenaires ou via les visites d'échanges dans la région

Les faiblesses du programme quant à elles concernent :

- Une synergie entre le projet AMCC-UICN et d'autres projets insuffisamment exploitée ;
- Une implication des acteurs locaux à renforcer ;
- L'approche utilisée pour la sensibilisation des groupes cibles n'est pas inclusive (absence des autorités traditionnelles, des agents des services déconcentrés) ce qui ne facilite pas une bonne appropriation des bonnes pratiques d'adaptation au changement climatiques ;

- Les campagnes de sensibilisation sont seulement limitées aux groupes cibles et les informations reçues sont faiblement relayées pour atteindre une masse des populations ;
- Faible implication des radios communautaires dans la production des messages et émissions sur le changement climatique. Elles sont chargées juste pour la diffusion et l'organisation des émissions interactives ;
- Enfin l'inexistence de dispositif de collecte (grille de sondage) et d'évaluation de l'effet des programmes de sensibilisation sur les groupes cibles.

Après vingt-trois mois de mise en œuvre du projet AMCC-UICN , l'on constate que :

- L'UICN et ses codemandeurs ont réalisé pas mal d'activités, toutefois l'immensité de la zone d'intervention du projet ne facilite pas leur appropriation.
- Les bénéficiaires ont certes accès à l'information, en revanche les effets de ces actions ne sont pas encore perceptibles sur le terrain. En effet, il est attendu du projet que les groupes cibles qui ont accès à l'information mettent concrètement en œuvre *in situ* des pratiques agricoles résilientes face au climat ;
- Le projet ne dispose pas encore d'un système de collecte de données et de suivi-évaluation qui permet de mesurer les progrès réalisés par le projet;
- Les relations entre le projet, les entités affiliées et bénéficiaires et les autres acteurs du projet sont encore peu solides,
- Lenteur dans le décaissement de fonds aux codemandeurs pour réaliser les activités de terrain retarde la mise en œuvre efficace du projet et pourra jouer sur l'atteinte des résultats .
- Faiblesse de collaboration avec les autorités administratives, du Comité Provincial d'Action (CPA) et des services déconcentrés des Provinces ;
- Faible communication et synergie d'action entre, d'une part RERAC Cameroun et les radios communautaires et d'autre part RERAC Cameroun et RERAC-Tchad.
- L'approche utilisée pour la sensibilisation des groupes cibles n'est pas inclusive (absence des autorités traditionnelles, des agents des services déconcentrés, les médias), ce qui ne facilite pas une bonne appropriation des bonnes pratiques d'adaptation au changement climatiques ;
- Les campagnes de sensibilisation sont seulement limitées aux groupes cibles et les informations reçues sont très faiblement relayées pour atteindre une masse des populations ;
- L'absence du chargé de communication pendant cette longue durée de 7 à 9 mois a handicapé la bonne marche du projet en terme de communication et de visibilité .

De tout ce qui précède, l'étude a fait quelques recommandations et les actions à entreprendre qui sont :

Recommandations	Action à entreprendre
L'immensité de la zone d'intervention du projet ne facilite pas leur appropriation.	Concentrer les activités du projet dans quelques sites pilotes en y densifiant les activités de sensibilisation de masse, d'éducation de communications sur les pratiques d'agriculture intelligentes face au climat susceptibles de générer des changements de comportements des groupes cibles ;
Lenteur dans le décaissement de fonds pour réaliser les activités de terrain sur l'atteinte des résultats .	Décaisser les fonds trimestriellement à la coordination du projet AMCC-



	UICN pour financer les activités pour éviter les retards
Renforcer l'équipe du projet en recrutant un nouveau assistant chargé de communication et un animateur pour le site de Bol	Accélérer le processus de recrutement
Créer et tester des modèles pilotes de projets d'adaptation aux effets des changements climatiques en faveur des bénéficiaires cibles (agriculteurs, pêcheurs, éleveurs) dans deux sites	Mettre en place deux projets pilotes de démonstration d'adaptation (compostage, pépinières etc...) dans deux sites (Moundou, Pala et Iéré), le but ultime est l'apprentissage du transfert de technologies.
Intensifier et cibler les campagnes de sensibilisation aux groupes cibles pour atteindre une masse des populations ;	Signature des conventions avec 2 radios communautaires sur les sites prioritaires à Am-timan et Bol pour une campagne de sensibilisation sur les changements climatiques et sur l'adaptation ;
Veiller à la bonne mise en œuvre des activités conformément à son cahier de charge et celui de ses partenaires (ADOP, RERAC, SODAH)	Suivi de cahier de charges des partenaires à travers le plan mensuel de travail
Développer des partenariats stratégiques	Réorienter les efforts pour la mobilisation d'autres partenaires engagés dans le même combat pour créer davantage d'impacts au niveau des sites prioritaires
Identifier les enseignants par établissements dans les sites prioritaires retenus et renforcer leur capacité pour qu'il devienne des formateurs des formateurs.	Organiser un atelier de formation des formateurs de trois jours à l'endroit des enseignants identifiés ;
	Suivi des activités dans les écoles avec les clubs environnementaux
	Capitaliser les acquis pour son intégration dans le programme de l'éducation et de formation
Identifier les élèves par établissements sur les 4 sites prioritaires et les ériger en clubs environnementaux .	Mettre en place quatre clubs environnementaux
	Former ces clubs environnementaux
	Doter ces clubs environnementaux des petits matériels de pépinières
	Créer de synergie avec Espace Vert Sahel pour la durabilité
	Capitaliser les acquis à la fin du projet pour intégration dans le programme de l'éducation et de formation pour une meilleure prise de décision dans les institutions nationales

<p>Informer et communiquer avec les autorités administratives et traditionnelles ainsi que les groupes sur les activités à mettre en œuvre ou déjà mis en œuvre dans leurs zones</p>	<p>Organisation des réunions de partages des informations avec les CPA, CDA, CLA des différents sites</p>
	<p>Organiser les ateliers de masse regroupant les services déconcentrés de l'Etat notamment: l'ANADER, les Communes et Arrondissements, la société civile par sites en plus de ce qui est déjà fait dans les lycées et autres bénéficiaires</p>
<p>Renforcer la synergie, la communication et la visibilité des actions sur le terrain avec ses partenaires de mise en œuvre</p>	<p>Assurer la synergie d'action entre les codemandeurs et les autres partenaires,</p>
	<p>Production des panneaux de visibilité pour les zones biogéographique des groupes cibles</p>
<p>Faire un suivi rapproché des activités afin de mieux s'assurer de l'effectivité et la qualité des activités réalisées par ses partenaires de mise en œuvre sur le terrain</p>	<p>Organisation des missions de suivi des activités réalisées par les partenaires du projet</p>
<p>Faire de telle sorte que le partenaire chargé de coordonner les activités les avoir radios communautaires soit plus actif et visible sur le terrain</p>	<p>Appuis des campagnes de sensibilisation par le RERAC à travers les radios communautaires</p>

## 1. INTRODUCTION

Conformément à ses engagements, le projet AMCC-PUICN intitulé «Amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques» nécessite une évaluation à mi-parcours. Cette évaluation indépendante a été menée entre le 25 janvier et le 28 février 2019.

### 1.1. Objectif de l'évaluation

**L'objectif principal de l'évaluation** à mi-parcours du projet «Amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques» est de faire le bilan de l'exécution du projet en dégagant les atouts et contraintes, à travers une analyse de la pertinence, l'efficacité, l'efficience, et les effets induits/impact du projet. Cette évaluation permet de proposer toute mesure correctrice et adaptative s'avérant nécessaire pour que le projet atteigne ses effets attendus sur la base de ses performances actuelles.

**Les objectifs spécifiques de cette évaluation** à mi-parcours sont :

- Apprécier la pertinence initiale et actuelle des objectifs du projet, au besoin, proposer des solutions d'adaptations;
- Evaluer les résultats atteints et les activités mises en œuvre par rapport aux objectifs fixés dans le projet;
- Formuler des recommandations et des propositions opérationnelles concrètes en vue :
  - De corriger d'éventuels problèmes et dysfonctionnements mis en évidence par l'évaluation au niveau de la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la viabilité et l'impact du projet ;
  - D'adapter le fonctionnement au nouveau référentiel éventuellement proposé (objectifs revus).

Les constats de l'évaluation sont structurés de façon à pouvoir facilement être pris en compte et intégrés dans les processus de gestion du projet, notamment à travers une série de recommandations et de leçons apprises formulées par cette évaluation.

### 1.2. Approche Méthodologique

L'évaluation a adopté une approche consultative et transparente avec toutes les parties tout au long du processus. Le consultant a suivi une méthodologie basée sur l'élaboration des hypothèses, une analyse des évidences à travers la triangulation des données et des informations rassemblées et constatations des conclusions.

L'évaluation a utilisé les outils suivants : Matrice d'évaluation, entretiens semi-structurés avec les informateurs clés, parties prenantes et participants/tes, appuyés par des protocoles d'entretien ; observation directe lors des visites de terrain, résumé journalier des conclusions et constatations. Chaque résultat a été valorisé en fonction du système d'échelle suivants: Très satisfaisant (TS), satisfaisant (S), plutôt satisfaisant (PS), plutôt insatisfaisant (PI), Insatisfaisant (I) et très insatisfaisant (TI).

Le consultant a employé une diversité des méthodes de collecte de données pour assuré la triangulation des constatations. il s'agit :

- des sources d'informations de la missions proviennent de :

- ✓ L'exploitation de la documentation disponible
- ✓ Les entretiens (50):
  - avec la coordination du projet de l'UINC à N'Djamena
  - avec les parties prenantes du projet : membres des Comités Provinciaux d'Action, les chefs des stations des radios communautaires, de la coordination nationale de l'AMCC et les responsables des établissements secondaires ;
  - avec les les partenaires locales (ADOP, SODAH et RERAC).
- Focus groupes
  - avec les bénéficiaires/les groupes cibles du projet : Éleveurs/Pasteurs ; Pêcheurs, utilisateurs/exploitants des ressources ; Autorités traditionnelles ; Autorités administratives décentralisées et services techniques ; Organisations non gouvernementales nationales et locales
- des visites de terrain à d'Am-Timan, Moundou , Pala et Léré (Zone soudanienne), Bol (zone saharienne) .

### 1.3. Limites de l'évaluation à mi-parcours

L'évaluation a été menée en toute impartialité par le consultant qui a travaillé dans les conditions d'indépendance totale.

- L'Évaluation à mi-parcours du projet a connu certaines limitations: **l'extension géographique de la zone d'intervention du projet, le nombre de jours restreint, le temps limité disponible par village, la dépendance vis-à-vis de la Coordination du projet pour le choix des villages et des acteurs à rencontrer et enfin l'impossibilité de rencontrer certaines structures et personnes-ressources .**
- **Le départ du coordonnateur du projet au moment de l'évaluation a été un handicap pour la vérification des certaines informations . Les informations finalement fournies ont été incomplètes, ce qui a contraint l'évaluateur de trouver des informations à travers d'autres sources qui n'ont pas toujours été effectives ;**

Toutefois, le consultant a bénéficié de conditions permettant un travail sérieux, concis et complet, qui permet de voir clair dans les réalisations du projet sur le terrain et dans les appréciations réelles du projet tel que mis en oeuvre conjointement par l'UICN et les codemandeurs. A aucun moment le consultant n'a eu l'impression que ses travaux ont été influencés ou compromis par les parties prenantes du projet. Au contraire, le consultant a bénéficié, à tout moment, de l'excellent soutien logistique et administratif de la Coordination du projet et de ses partenaires .

### 1.4. Structure du rapport de l'évaluation à mi-parcours

Après avoir présenté succinctement les objectifs et la méthodologie de cette évaluation à mi-parcours, ce rapport présente : i) dans un premier temps le contexte de l'évaluation ainsi qu'une brève description du projet AMCC-UICN ; ii) la seconde les constats de l'évaluation, structurés autour de quatre grandes sections, à savoir (Pertinence , Efficacité , Efficience et les effets/impacts ) ; iii) la troisième l'analyse des forces , faiblesses , défis et les leçons apprises du projet . Enfin, le rapport compile les différentes conclusions dans une section spécifique, avant d'introduire les recommandations formulées sur la base de ces conclusions.

## 2. DESCRIPTION DU PROJET ET DU CONTEXTE DE DEVELOPPEMENT

### 2.1. Contexte

La République du Tchad et l'Union Européenne ont signé le 13 décembre 2013 une convention de financement d'un projet intitulé AMCC-Tchad : « Adaptation aux effets du changement climatique et développement des énergies renouvelables». L'objectif général du projet est d'améliorer la gouvernance

climatique, par l'intégration du changement climatique dans quelques politiques sectorielles clés et la réalisation de projets de terrain. En effet, suite à un appel à propositions internationale, le Ministère de l'Environnement et de la Pêche du Tchad a retenu et signé un contrat de subvention avec l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) sous le Contrat N°ENV/2016/380-215 – UICN, du 12 décembre 2016 afin de mettre en œuvre le projet «Amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques», s'inscrivant dans les priorités du PANA-Tchad.

## 2.2. Description du projet

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet AMCC-Tchad «Adaptation aux effets du changement climatique et développement des énergies renouvelables», le Ministère de l'Environnement, de l'eau et de la Pêche du Tchad a signé un contrat de subvention avec l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) sous le Contrat N°ENV/2016/380-215 – UICN, le 12 décembre 2016. Ceci pour mettre en œuvre le projet intitulé « Amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques».

**L'objectif global** du Projet est « améliorer le processus d'information, d'éducation et de communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques pour une meilleure prise de décision. »

**L'objectif spécifique** est de faciliter :

- (i) la prise de conscience des populations locales sur les risques climatiques ;
- (ii) la prise de conscience des populations locales et des autres groupes cibles sur les mécanismes d'adaptation aux changements climatiques ;
- (iii) l'intégration des changements climatique dans les programmes d'éducation et de formation.

Trois **résultats attendus** selon les étapes du cycle de gestion des projets ont été conçus pour mieux assurer la cohérence de l'action globale et la durabilité du processus :

- **R1.** Les populations rurales locales et périurbaines sont informées, sensibilisées et documentées sur les risques climatiques ;
- **R2.** Les populations rurales et périurbaines développent des mécanismes d'adaptation aux Changements Climatiques ;
- **R3.** Les institutions nationales considèrent la problématique des Changements Climatiques dans leur stratégie .

Le projet a été mené sur toute l'étendue du territoire tchadien, avec un accent dans les sites prioritaires d'Am-Timan, Moundou et Pala (Zone soudanienne), Mao & Bol (zone saharienne) et Mongo & Ati (Zone Sahélienne) pour une durée de 36 mois . Le consultant s'est rendue dans les sites prioritaires suivantes : Am-Timan , Bol , Moundou , Pala et Léré.

Le projet est mis en oeuvre sur le terrain par l'Équipe du projet située à N'Djaména à travers trois partenaires suivants : Association pour le Développement des Organisations des Producteurs (ADOP), Action Sociale pour le Développement Holistique (SODAH) , Réseau des Radios Communautaires et Locales d'Afrique Centrale pour la Bonne Gouvernance, la Conservation et la Gestion Durable des Ressources Naturelles (RERAC) qui sont codamendeur du projet.

Le projet avait été conçu et approuvé par l'UE en 2016, pour un démarrage en 2017 . Bien que le lancement du projet ait eu lieu au mois de janvier 2017, le démarrage effectif du projet a toutefois dû connaître un retard en raison de la lenteur de la signature des accords entre les partenaires . Conformément au document

de projet , une évaluation à mi-parcours du projet devrait être réalisée . C'est dans ce sens que la mission d'évaluation à mi-parcours s'est déroulée du 04 au 17 février 2019.

L'évaluation à mi-parcours porte sur l'ensemble des aspects relatifs à la mise en oeuvre du projet, depuis son démarrage en janvier 2017 jusqu'à ce jour en décembre 2018. Une attention particulière a été prêté à l'analyse des efforts qui ont été menés afin d'accroître la capacité d'adaptation aux changements climatiques des bénéficiaires .

L'évaluation a identifié et analysé les progrès et les résultats du projet dans les zones d'intervention, en couvrant aussi bien toutes ses activités principales que ses causes de forces et faiblesses.

L'évaluation a permis la consultation de l'ensemble des parties prenantes du projet, notamment la Coordination du projet, les Codemandeurs , mais aussi l'ensemble des catégories de bénéficiaires et acteurs impliqués dans la mise en oeuvre, y compris les agents gouvernementaux aux niveaux national et provincial. Le Projet « améliorer le processus d'information, d'éducation et de communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques pour une meilleure prise de décision.» avec un budget effectif de 800.000 Euro soit **524 .765.600 CFCFA** , répond aux besoins urgents et immédiats au progrès tels qu'ils ont été définis et hiérarchisés dans le PANA (Programme d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques) du Tchad.

#### Tableau 1 : Budget et financement

Le projet est financé par l'UNION Européenne (UE) (€1 800.000 , 100% financé par l'UE) soit **524 .765.600 CFCFA** .

Tableau 1: budget du projet AMCC-UICN

Catégories	Budget global (en cfcfa)	% par rapport au budget total
<b>Ressources humaines</b>	157.390.323	30%
<b>Voyages</b>	21.996.862	4%
<b>équipement et fournitures</b>	39.217.570	7%
<b>Bureau local</b>	68.481.911	13%
<b>Autres coûts, services</b>	107.183.193	20%
<b>Autres</b>	72.811.227	14%
<b>Total des coûts directs éligibles du projet (1 à 6)</b>	467.081.086	89%
<b>provisions</b>	23.354.054	4%
<b>Total des coûts directs éligibles du projet (7 à 8)</b>	490.435.140	93%
<b>Coûts administratifs ou de structure</b>	34.330.460	7%
<b>Total des coûts éligibles (9+10)</b>	524.705.600	100%
<b>Taxes<sup>11</sup></b>		0%
<b>Total des coûts acceptés<sup>11</sup> de le projet (11+12)</b>	524.765.600	100%

Source : AAF du projet

### 2.3. Partenaires d'exécution

L'exécution du projet prévoit la participation active des différentes entités dont :

- **L'Association pour le Développement des Organisations des Producteurs (ADOP) : Partenaire de proximité sur le terrain** qui a pour mission de faciliter la prise de conscience des populations locales sur les risques climatiques . A ce titre , il i) identifier par zone biogéographique les différents groupes cibles ; ii) élaborer et adopter un programme de sensibilisation et de communication sur les changements climatiques en fonction des groupes cibles ; iii) produire des outils de sensibilisation de masse appropriés sur les changements climatiques et leurs effets adaptés à chaque groupe cible ; v) et organiser des campagnes de sensibilisation de masse avec les animateurs locaux en utilisant les outils et canaux appropriés et adaptés .
- **L'Association Action Sociale pour le Développement Holistique (SODAH) : Partenaire de proximité sur le terrain** qui a pour mission de faciliter la prise de conscience des populations locales sur les risques climatiques . A ce titre , il i) identifier par zone biogéographique les différents groupes cibles ; ii) élaborer et adopter un programme de sensibilisation et de communication sur les changements climatiques en fonction des groupes cibles ; iii) produire des outils de sensibilisation de masse appropriés sur les changements climatiques et leurs effets adaptés à chaque groupe cible ; v) et organiser des campagnes de sensibilisation de masse avec les animateurs locaux en utilisant les outils et canaux appropriés et adaptés .
- **Le Réseau des Radios Communautaires et Locales d'Afrique Centrale pour la bonne gouvernance , la conservation et la gestion durable des ressources naturelles (RERAC) : Partenaire de terrain** qui a pour mission de faciliter la prise de conscience des populations locales sur les risques climatiques . A ce titre, il doit : i) Produire des outils de sensibilisation de masse appropriés (boîtes à image, bandes dessinées, affiches, vidéo, etc.) sur les changements climatiques et leurs effets adaptés à chaque groupe cible ; ii) Renforcer les capacités des radios communautaires, des journalistes et des animateurs radio sur la question de changement climatique et accompagner la production et la diffusion des programmes spéciaux ; iii) Organiser des campagnes de sensibilisation de masse avec les animateurs locaux en utilisant les outils et canaux appropriés et adaptés (théâtre villageois et contes, jeux concours dans les écoles et collèges, semaine de l'arbre, projections des documentaires, foire, conférence, table ronde dans les radios communautaires, etc.).

### 2.4. Démarrage du projet et durée

Suite à la signature de Contrat de subvention entre le Ministère de l'Environnement, de l'eau et de la Pêche du Tchad et l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) , le 12 décembre 2016 matérialisés par des lourdeurs administratives , l'équipe du projet composé d'un chef de projet, d'un Assistant administratif et financier technique, d'un assistant chargé de la Communication, d'un chauffeur et de deux animateurs locaux a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> Mars 2017 et le projet a effectivement démarré en janvier 2017.

L'atelier de lancement du projet s'est tenu le 31 janvier 2017 à Ndjama et a réuni une quarantaine de personnes appartenant à des administrations nationales et locales et les différentes parties prenantes .

En décembre 2018, un avenant du projet sous le numéro ENV/2016/380-215-UICN pour une période allant de 13 décembre 2018 au 12 décembre 2019 a été accordée et en cours . La fin du projet prévu du 12 décembre 2016 au 13 décembre 2019 reste inchangé par rapport à l'avenant en cours .

L'évaluation à mi-parcours, initialement prévue pour fin décembre 2018 a été retardée en raison de lourdeurs administratives. Elle s'est finalement déroulée en fin janvier et février 2019.



**Tableau 2 : lignes budgétaires des codemendeurs**

Lignes budgétaires	Montant en FCFA
Contrat UICN avec RERAC	40 702 132
Contrat UICN avec ADOP	20 465 858
Contrat UICN avec SODAH	61 004 001
<b>Total</b>	<b>122 171 991</b>

Source : AAF du projet

### **3. ANALYSE DES RESULTATS ATTEINTS,OBJECTIFS DU PROJET ET REPONSES AUX QUESTIONS EVALUATIVES**

Les résultats atteints sont analysés pour chaque produit/extrant attendu à travers les questions d'évaluation relatives à la pertinence, l'efficacité, l'efficience, et les effets / impacts . Les réponses aux questions d'évaluation, sont présentées sur la base des critères de jugement associés et des constats établis. Les leçons clés sont également présentées et analysées.

#### **3.1. PERTINENCE**

Ce critère vise à examiner l'adéquation entre le contenu du projet et son approche d'intervention initiale et actuelle des objectifs du projet, au besoin, proposer des solutions d'adaptations.

##### **3.1.1. Pertinence du projet par rapport aux objectifs et priorités du pays**

Le Projet « Amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques » qui couvre toute l'étendue du territoire tchadien, avec un accent dans les sites prioritaires d'Amtiman, Moundou et Pala (Zone soudanienne), Mao & Bol (zone saharienne) et Mongo & Ati (Zone Sahélienne) vise une meilleure prise de décision de l'intégration des changements climatiques dans les politiques, stratégies et mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre vles changements climatiques . Les actions et les options proposées pour l'adaptation pour réduire sensiblement la vulnérabilité des secteurs très sensibles aux effets néfastes des risques climatiques intègrent le PANA .

Dans le contexte actuel, la lutte contre les dérèglements climatiques et l'adaptation aux changements climatiques est devenue une préoccupation internationale . Les populations dont les activités dépendent des aléas climatiques doivent s'adapter et le projet propose de répondre à certaines préoccupations des populations rurales et périurbaines, exploitants agricoles, éleveurs, pêcheurs, qui expriment légitimement le besoin d'être informés, sensibilisés et documentés sur les causes et impacts des changements sur leurs activités, et sur l'adaptation à ce phénomène.

Le projet contribue à la mise en œuvre du Plan National de Développement 2017 - 2021 du pays, en particulier son axe stratégique n° 4 « **amélioration de la qualité de vie de la population tchadienne** » et met l'accent sur le renforcement des capacités des institutions nationales, les populations rurales et périurbaines et la documentation de ces populations sur les risques climatiques.

Aussi , le contenu du projet a été préparé en prenant soin de son alignement avec les instruments programatiques nationaux de lutte de contre les changements climatiques tels que : La première et la deuxième Communication Nationale sur les changements climatiques , Le Plan d'Action National pour l'Adaptation aux changements climatiques (PANA-Tchad) , la Contribution Prévue Déterminée au Niveau National (CDN) , la Stratégie Nationale de Lutte Contre les Changements Climatiques et la Politique Nationale de l'Environnement .



De ce point de vue , **le Projet est globalement pertinent** par rapport aux priorités et besoins nationaux. Il est en adéquation parfaite dans son contexte, mais aussi en harmonie avec les orientations stratégiques nationales en matière de renforcement des capacités des structures impliquées dans sa mise en œuvre et dans la prise en compte des aspects du développement durable .

Par ailleurs, il convient de souligner que la matrice des étapes indicatrices de la mise en œuvre de « la Vision 2030, le Tchad que nous voulons» pour l'émergence du pays pour la phase 2017-2021 de son PND prescrit **« L' adaptation aux changements climatiques » et l'état de la vulnérabilité passé à des épisodes de sécheresse aux conséquences humanitaires dramatiques. A cet effet, le projet peut être qualifié de pertinent dans le nouveau contexte politique de « la Vision 2030, le Tchad que nous voulons» .**

### **3.1.2. Pertinence du projet par rapport aux besoins des cibles**

Le contenu du projet vise à apporter des réponses aux difficultés réelles rencontrées par les populations rurales et périurbaines au jour le jour du fait des effets de plus en plus perceptibles dus au changement climatique (raccourcissement du calendrier pluviométrique, difficultés dans la maîtrise de la gestion des eaux de surfaces et souterraines, baisse de la fertilité des sols, intensification des conflits agriculteurs-éleveurs, recrudescence des inondations, réduction des revenus agro-sylvo-pastoraux, insécurité alimentaire généralisée, le stress hydrique etc.) . Cette situation n'est pas sans conséquences sur le devenir des ressources naturelles et sur le secteur rural du pays. Afin de réduire la vulnérabilité et accroître la résilience, les besoins d'adaptation touchent le renforcement des capacités humaines, institutionnelles, techniques et le transfert des technologies à travers les IEC. Mais, l'accès à l'information climatique utile et utilisable demeure un problème au Tchad principalement à cause de la faible accessibilité des informations climatiques dont les populations ont besoins pour les activités de production. C'est pourquoi les populations doivent être non seulement informées et sensibilisées, mais surtout être instruites et édifiées sur le caractère spécifique des questions environnementales liées aux changements climatiques.

En effet, la production du contenu opérationnel du projet a largement impliqué les **bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles** (Exploitants agricoles ; Éleveurs/Pasteurs ; Pêcheurs, utilisateurs/exploitants des ressources ; Médias ; Centres de formation ; Autorités traditionnelles ; Autorités administratives décentralisées et services techniques ; Organisations non gouvernementales nationales et locales.) et a suffisamment capitalisé les savoir-faire endogènes notamment en ce qui concerne les techniques agro-sylvo-pastorales vertueuses et résilientes. Les acteurs impliqués s'identifient dans leur ensemble aux productions intellectuelles du projet et confirment leur pertinence par rapport aux besoins des populations qu'ils représentent. De même, la collecte et la diffusion de l'information climatique a toujours constitué l'un des facteurs les plus limitant pour les populations rurales et périurbaines qui ont besoins pour les activités de production dans leur zone d'intervention. Ainsi, la mise à leur disposition des données climatiques collectées , accompagné des formations conséquentes et de la mise en place de plateforme fonctionnelle pour produire et mettre à disposition des informations climatiques utiles aux bénéficiaires finaux, viendra multiplier les actions d'amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques .

En somme, **le projet s'est appuyé sur une approche participative et inclusive** basée sur la facilitation, le coaching/accompagnement et la responsabilisation des bénéficiaires directs qui intègre :

- La mobilisation au niveau local et national de tous les acteurs concernés par les questions de Changement Climatique et particulièrement d'Adaptation, pour qu'elle participe sans limite au processus de lutte contre ce phénomène, mais plus d'adaptation;
- Le renforcement des capacités des radios communautaires, des journalistes et des animateurs radio afin qu'elles puissent soutenir au mieux les communautés, les familles et les individus dans leurs efforts d'adaptions ;

- Le développement d'un ensemble d'outils à mettre à la disposition des parties prenantes pour contribuer à la résolution du problème.

Cette approche devra être complétée pour plus de pertinence par un **plaidoyer pour une mobilisation sociale** pour lutter contre les causes sous-jacentes de la vulnérabilité telles que le manque de contrôle sur les ressources, la discrimination et d'autres injustices sociales .

Aussi, l'approche de documentation des techniques simples appropriés et adaptés à chaque secteur prioritaire (agriculture, élevage, eau), de la Production et la diffusion auprès des populations rurales et périurbaines des fiches simplifiées et boîtes à images sur les techniques réussies d'adaptation dans divers secteurs, de la Production et la diffusion large (radio communautaires, projections villageoises, etc.) des microprogrammes et documentaires radiophoniques et visuels en français et arabes sur les risques climatiques, et les techniques d'adaptation dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage à la base dans le domaine d'amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques, l' Organiser des voyages d'échanges dans les sites pilotes avec des expériences novatrices en matière d'adaptation au changement climatiques devraient offrir à la satisfaction des bénéficiaires des opportunités pour expérimenter en dimension réelle des bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales de manière à faciliter leur mobilisation dans leur réplication en masse et à large échelle.

Toutefois, cette approche, bien qu'exprimant un degré de satisfaction au niveau de certaines provinces , devrait envisager un système de suivi , d'où l'intérêt de leur orientation vers des initiatives qui seront portées par les structures mises en place dans le contexte de la décentralisation (ANADER, CRA etc ) qui pourraient en assurer le suivi avec un appui limité du projet. Les initiatives à privilégier devraient avoir un important potentiel multiplicateur du fait de leur facilité d'appropriation, de réplication et de leur aptitude à créer un impact rapide sur la cible .

### **3.1.3. Pertinence du projet par rapport aux objectifs initiales et actuelles**

L'objectif général du Projet est « améliorer le processus d'information, d'éducation et de communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques pour une meilleure prise de décision ». Cet intitulé convient bien à ce projet. Or, ce projet étant transversal doit toucher en principe dans son intervention les aspects de bonne gouvernance locale en matière des changements climatiques pour une meilleure prise de décision dans les plans locaux de développement pour être en adéquation avec l'Accord de Paris .

Bien que l'approche méthodologique générale du projet ne pose pas un problème entre les produits 1 et 2, dans lesquelles, il est plus facile de reconnaître les liaisons et détecter des aspects communs, le document du projet aurait du mieux expliquer comment les produits 1 et 2 peuvent s'intégrer avec le produit 3 et vice-versa.

On constate, d'autre part, que le produit 3 « Les institutions nationales prennent en compte la problématique des Changements Climatiques dans leur stratégie» et ses résultats prévus ont été formulés d'une manière autonome par rapport aux deux premières produits , celle-ci devrait plutôt se diriger à utiliser les résultats 1 et 2 (informées, sensibilisées et documentées sur les risques climatiques , bonnes pratiques et populations formées) pour permettre aux institutions nationales d'intégrer dans les plans de développement locaux et programmes scolaires .

Les ressources totales allouées pour la mise en œuvre sont adéquates mais la distribution entre résultats et activités n'apparaît pas clairement dans le cadre logique du projet . Sur les 13 activités prévues dans l'annexe du Budget du projet , 5 activités seulement sont budgétisés .

Les parties prenantes et les bénéficiaires du projet ont été bien décrits dans le document de projet. La formulation contient une description des partenaires nationaux et des bénéficiaires directs et aussi les critères concrets et pertinents pour la sélection des bénéficiaires. Toutefois, dans sa formulation, le projet n'a pas tenu compte du contexte tchadien en matière de décentralisation et, en conséquence, du rôle fondamental des institutions décentralisées et des administrations de commandement territorial (pouvoir territorial déconcentré). Le rôle et la participation des Maires, Sous-préfets, Préfets et Gouverneurs auraient dû être considérés dès les premiers moments de la formulation et du démarrage de ce projet.

A niveau du cadre logique de résultats, il y a une relation logique entre les apports ciblés, les résultats et effets. Il y a des résultats et indicateurs qui sont en général clairs et réalistes surtout au niveau de la produit 1 et 2. Par exemple le Nombre de personnes (dont femmes et jeunes) sensibilisées, Nombre de journalistes et radios communautaires outillés pour la production et la diffusion des émissions spécialisées, Quantité de kits et autres supports de formation sur les Changements climatiques produits et diffusés, etc. Par contre, il y a des résultats et indicateurs qui ne sont pas évidents et qui sont difficilement mesurables, comme par exemples :

- mécanisme de gestion et diffusion de l'information sur le changement climatique conçu et mis en place :
- nombre d'établissements scolaires et d'institutions de formation organisant les activités d'éducation environnementale sur la base des kits et autres outils produits ; cet indicateur ne fait pas la différence entre scolaires et institutions .

Le Projet propose 3 résultats attendus qui sont détaillés en activités. La majorité des personnes rencontrées aux niveaux national et provincial confirme **la pertinence des activités de ce projet vis-à-vis des priorités et besoins des populations rurales et périurbaines**. Par exemple, la Direction de l'Éducation Environnementale et de la Lutte contre le Changement Climatique et de (DEELCC) estime ce projet comme stratégique pour le pays, car il permet d'atteindre les engagements du pays pris à la CCNUCC en terme de sensibilisation volet revoir dans le pays.

Au niveau local, les groupes de discussion et les visites de sites réalisés dans le cadre de cette évaluation ont démontré que les activités promues répondent bien aux besoins et aux attentes des populations rurales et périurbaines. Le projet bénéficie effectivement à 17 groupes cibles (cinq (05) groupes d'éleveurs, Trois (03) groupes de pêcheurs et neuf (09) groupes d'exploitants agricoles) 08 établissements dans quatre sites et 4 radios communautaires. La majorité des bénéficiaires interviewés classifient ainsi les apports du projet : (i) l'information et la sensibilisation à l'adaptation aux Changements Climatiques dans les secteurs clés (Agriculture, Élevage et Pêche) via émissions produits et diffusés en français et en langues locales par des radios et films documentaires, et (ii) la formation sur les mesures d'adaptations à travers des affiches, dépliants.

Cependant, les besoins et les priorités mentionnés lors des groupes de discussion organisés dans le cadre de cette évaluation sont très nombreux : appui aux maraichages, accès aux intrants (semences améliorées), réalisations physiques (pépinières, réboisement etc...) l'acquisition des équipements solaires, ou du petit matériel (consoles audio numériques, micros, ordinateurs, etc.), la contractualisation des conventions pour la production et la diffusion des informations par les radios. Ces besoins contribuent à la vulnérabilité des populations et à la pression sur les ressources naturelles pour inverser la tendance du changement climatique. Le consultant estime que le Projet seul ne peut couvrir les besoins exprimés par les bénéficiaires, car les moyens du projet sont limités et certains des besoins exprimés par les populations rurales et périurbaines sont hors de sa portée. Le Projet doit élargir ses partenariats avec d'autres interventions susceptibles d'intervenir dans les mêmes zones. Un travail de lobbying pourra être réalisé pour les projets de changements

climatiques qui sont en cours de formulation dans le pays. Toutefois, le consultant estime que le projet est certes à sa dernière année, mais envisager de mettre en place quelques actions physiques sur le terrain, notamment, les pépinières dans les établissements, l'acquisition des matériels pour les radios et quelques semences améliorées pour traduire dans les faits la phase pratique de ce volet théorique de la sensibilisation et formation paraît important.

### 3.1.4. Pertinence du projet par rapport à l'approche d'intervention renforçant l'adaptation aux changements climatiques

Le projet Amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques, dans la conception de son contenu opérationnel travaille sur l'essentiel des piliers pour l'amélioration de la résilience face aux effets du changement climatique. Son intervention s'inscrit en droite ligne des actions visant à lutter contre les effets des changements climatiques. L'axe renforcement des capacités du produit / résultat 1 et 3 vise à créer des institutions (radios commentaires, établissements scolaires et Universitaires) plus réactives et à mieux les préparer à intégrer les Changements Climatiques et l'adaptation dans les politiques sectorielles du Tchad et les programmes d'éducation. Le premier produit / résultat 1 qui s'intéresse à l'information, la sensibilisation et surtout la documentation sur les risques climatiques permettra aux groupes cibles une bonne prévention en vue d'une adaptation proactive. L'un des mérites du projet reste celui d'avoir associé à la thématique du changement climatique celle complémentaire de sa gestion en adéquation avec les besoins des bénéficiaires. L'une de ses valeurs ajoutées se ressent à travers les différents niveaux d'intervention qu'il adresse : le niveau politique et stratégique pour induire les changements à partir du haut et le niveau de base pour développer des modèles pouvant être répliqués. De plus, tous les produits se tiennent entre eux dans l'ensemble et développent des synergies dans leurs approches.

### 3.1.5. Pertinence des indicateurs de suivi des produits

Nos commentaires sur la pertinence des indicateurs sont précisés dans le tableau 3 ci-dessous. Leur mesurabilité devra faire l'objet de la mise en place d'un plan de suivi permettant de capter les informations nécessaires à leur évaluation, ce qui n'est pas encore le cas.

**Tableau 3 : Pertinence des indicateurs**

Produits	Indicateurs de réalisation	Commentaires sur la pertinence
<b>Produit 1: Les populations rurales, locales et périurbaines sont informées, sensibilisées et documentées sur les risques climatiques. Les populations rurales, locales et périurbaines sont informées, sensibilisées et documentées sur les risques climatiques</b>	Au moins 3 groupes cibles (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) identifiés dans les zones biogéographiques	Cet indicateur se limite à l'identification seulement des groupes cibles sans définir ce qui est attendu du résultat après la mise en place de ces groupes (formations, etc ...)
	Un plan de sensibilisation et de communication sur les CC en fonction des groupes cibles	RAS
	Au moins 2000 supports de sensibilisation et de communication sont produits et diffusés	La faiblesse de cet indicateur est qu'il est orienté vers les nombres de support produits et diffusés (qui n'est pas la finalité) plutôt que vers le nombre des personnes touchées par la diffusion
	Au moins 10 radios communautaires des sites prioritaires (environ 50 journalistes et animateurs formés);	RAS
	Au moins 10 émissions produites et diffusées en français et en langues locales par radios	RAS

	Au moins 1000 producteurs et éleveurs et pêcheurs outillés sur les pratiques adaptées aux aléas climatiques	RAS
<b>Produit 2 : Les populations rurales et périurbaines développent et mettent en œuvre des mécanismes d'adaptation aux Changements Climatiques</b>	Au moins 3 fiches techniques simples identifiées (agriculture, élevage et pêche).	La faiblesse de cet indicateur est qu'il est orienté vers les nombres de support produits et diffusés (qui n'est pas la finalité) plutôt que vers le nombre des personnes touchées par la diffusion
	Au moins 3 fiches techniques et 3 boîtes à images produites et largement diffusées en français et en langue locale	Cet indicateur se limite à la production et diffusions des fiches et boîtes sans définir ce qui est attendu du résultat après la diffusion
	Produire et diffuser au moins 3 microprogrammes et documentaires radiophoniques sur les risques climatiques dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage en français et en langues locales	La faiblesse de cet indicateur est qu'il est orienté vers le nombre des diffusions produites mais pas vers le nombre des personnes touchées par la diffusion
	Au moins 20 formateurs des formateurs s'appropriés du guides pédagogique sur le Changement climatique	RAS
	Au moins 2 voyages d'échanges intersites organisés	RAS
	D'ici la fin du projet (début 2019) environ 50% populations des sites prioritaires du projet (dont 60% constitués de femmes et de jeunes) connaissent les risques liés aux changements climatiques	RAS
<b>Produit 3 : Les institutions nationales considèrent la problématique des Changements Climatiques dans leur stratégie</b>	Au moins 05 établissements scolaires (primaire et secondaires) intègrent effectivement les changements climatiques et l'adaptation à leur programme d'éducation environnementale	RAS
	Au moins deux notes politiques produites et remises officiellement aux autorités compétentes/Au moins 3 rencontres organisées avant la fin du projet avec les plus hautes personnalités de l'administration	Cet indicateur se limite à la production des notes politiques sans définir ce qui est attendu du résultat après cette note il valait proposer au moins un plaidoyer auprès des institutions nationales pour intégrer les cc

### Conclusion sur la pertinence

Le projet a une pertinence certaine, mais cette pertinence, vu le caractère multisectoriel de ce projet et la multiplicité des intervenants, nécessite qu'un effort soit fait pour que les interventions soient focalisées sur les objectifs. La production des activités ne suffit pas à garantir la pertinence, il faut sans cesse vérifier leurs apports aux objectifs.

Ainsi, il convient de souligner qu'à mi-parcours de sa mise en œuvre, au regard de l'évolution du contexte et des résultats obtenus, le projet « **Amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques** » demeure un projet avec des objectifs pertinents par rapport :

- aux priorités et besoins du pays;
- aux besoins des bénéficiaires cibles mais avec des actions complémentaires à envisager, notamment
  - un plaidoyer pour une mobilisation sociale pour lutter contre les causes sous-jacentes de la vulnérabilité et l'accès limitée des informations sur les changements climatiques ;
  - la mise en œuvre des actions pilotes concrètes à la base pour expérimenter en dimension réelle des bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales de répliation facile à large échelle.
  - L'UICN et ses codemandeurs ont réalisé pas mal d'activités, toutefois l'immensité de la zone d'intervention du projet ne facilite pas leur appropriation. D'où nécessité de délimiter de la zone d'intervention du projet pour accentuer la sensibilisation, l'information et la communication ;
  - Les bénéficiaires ont certes accès à l'information, en revanche les effets de ces actions ne sont pas encore perceptibles sur le terrain. D'où nécessité de recentrer et de redimensionner les activités;
  - Le projet ne dispose pas encore d'un système de collecte de données et de suivi-évaluation qui permet de mesurer les progrès réalisés par le projet, d'où nécessité de mettre en place ce dispositif.
- à l'approche d'intervention renforçant l'adaptation mais avec une faible prise en compte de la dimension transformative et des interventions conséquentes, la capacité de transformation étant la possibilité de créer un système nouveau, de changer son mode de vie lorsque les conditions l'exigent pour s'adapter durablement à un nouvel environnement ou à un environnement changeant.

### 3.2. EFFICACITE

L'efficacité du projet est appréciée sur la base de trois principaux indicateurs d'effets attendus. Il s'agit de :

- Pourcentage des populations locales et groupes cibles et des femmes qui maîtrisent et mettent en œuvre ayant accès à l'information et à la documentation sur les pratiques agricoles et la gestion des pâturages résilientes aux aléas climatiques dans les sites prioritaires ;
- Pourcentage des populations locales et groupes cibles et des femmes ayant accès à l'information et à la documentation sur les risques climatiques par rapport à leurs activités de production dans les sites prioritaires ;
- Nombre d'institutions qui considèrent les Changements Climatiques dans leur programme de formation.

L'atteinte des indicateurs susvisés passe par la réalisation de trois produits du projet qui sont spécifiés dans le tableau ci-dessous ainsi que leurs indicateurs de mesure.

**Tableau 4: Liste des produits et des indicateurs du projet**

Amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation
Produits /Indicateurs
<b>Produits 1 : Les populations rurales, locales et périurbaines sont informées, sensibilisées et documentées sur les risques climatiques Les populations rurales, locales et périurbaines sont informées, sensibilisées et documentées sur les risques climatiques</b>
<b>Indicateur</b> : Nombre de personnes (dont femmes et jeunes) sensibilisées, informées et documentées sur les risques climatiques
Baseline : (2015) : 0%
Cible : (2019) : 63% groupes cibles (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) disponibles dans les zones biogéographiques
<b>Indicateur</b> : Nombre de personnes (dont femmes et jeunes) qui mettent en oeuvre les techniques d'adaptation aux Changements Climatiques
Baseline : (2015) : 10%
Cible : (2019) : plan de communication disponible /campagnes de sensibilisation



<b>Indicateur</b> : nombre d'établissements scolaires et d'institutions de formation organisant les activités d'éducation environnementale sur la base des kits et autres outils produits
Baseline : (2015) : 4%
Cible : (2019) : 10% pas disponible
<b>Indicateur</b> : Quantité de kits et autres supports de formation sur les CC produits et diffusés
Baseline : (2015) : 0
Cible : (2017) : 200 outils disponibles mais pas les kits
<b>Indicateur</b> : Nombre de journalistes et radios communautaires outillés pour la production et la diffusion des émissions spécialisées sur les risques climatiques et adaptation
Baseline : (2015) : 2
Cible : (2017) : 10 production et la diffusion des émissions spécialisées sur les risques climatiques et adaptation disponible
<b>Produits 2 : Les populations rurales et périurbaines développent et mettent en œuvre des mécanismes d'adaptation aux Changements Climatiques</b>
<b>Indicateur</b> : nombre de notes politiques à l'intention des décideurs produites pour l'intégration des CC dans les programmes scolaires
Baseline : (2015) : 0
Cible : (2019) : 2 Draft d'une Note politique
<b>Indicateur</b> : Nombre de rencontres organisées avec les autorités compétentes
Baseline : (2015) : 0
Cible : (2019) : 3 Une journée porte ouverte co-organisée
<b>Indicateur</b> : mécanisme de gestion et diffusion de l'information sur le changement climatique conçu et mis en place
Baseline : (2015) : 0
Cible : (2019) : 1 pas disponible
<b>Produits 3 : Les institutions nationales considèrent la problématique des Changements Climatiques dans leur stratégie</b>

L'efficacité du projet est appréciée en examinant à la fois les résultats globaux du projet à mi-parcours, l'estimation du taux de réalisation des produits, la tendance du progrès vers les effets et l'efficacité de l'approche d'intervention.

### 3.2.1. Les résultats globaux du projet à mi-parcours

L'efficacité du projet est appréciée en examinant à la fois les résultats globaux du projet à mi-parcours, l'estimation du taux de réalisation des produits, la tendance du progrès vers les effets et l'efficacité de l'approche d'intervention.

A mi-parcours, le projet a généré l'essentiel des productions intellectuelles relatives aux trois principaux produits attendus. L'approche basée sur l'utilisation des Codemendeurs (ADOP, SODAH et RERAC) et implication des radios communautaires, et la production et diffusion des fiches simplifiées et boîtes à images sur les techniques d'adaptions dans divers secteurs a permis d'obtenir des prestations dont le contenu est conforme pour la plupart aux besoins et attentes des cibles ; ce qui crée une forte attente de ceux-ci pour la mise en œuvre des actions identifiées.

L'efficacité des produits et des résultats a été analysée par activité et par résultat tout en se basant sur le cadre des aboutissements du projet. Chaque résultat a été valorisé en fonction du système d'échelle suivants: Très satisfaisant (TS), satisfaisant (S), plutôt satisfaisant (PS), plutôt insatisfaisant (PI), Insatisfaisant (I) et très insatisfaisant (TI). L'analyse reflète les avancées atteintes dans chaque résultat.

De manière détaillée, le niveau de progrès par produit est présenté ci-dessous.

**Résultat 1: «Les populations rurales locales et périurbaines sont informées, sensibilisées et documentées sur les risques climatiques » (R1) :**

L'atteinte de ce résultat est **Très Satisfaisant (T)**. Le projet a mis en place différents outils et plusieurs canaux de communication (le plan de communication, les affiches, dépliants, les microgrammes radiophoniques et films documentaires,) pour atteindre les groupes cibles en vue d'améliorer leur niveau de connaissances sur les changements climatiques, ses causes, leur responsabilité, les impacts et la possibilité de développer des techniques adaptatives. Le consultant a constaté dans les entretiens réalisées que les bénéficiaires ont été **informés, sensibilisés et documentés sur les risques climatiques** et les pratiques d'adaptation.

→ **Activité 1- Identifier par zone biogéographique les différents groupes cibles**

Cette activité qui vise à identifier les groupes cibles et leurs besoins dans les sites prioritaires afin de mieux orienter les activités du projet a été réalisée en trois temps : l'élaboration de fiches d'enquêtes, la collecte de données et le dépouillement. Avec l'appui de la coordination de l'AMCC et les codemandeurs, dix-sept groupes cibles ont été identifiés dans les sites prioritaires du projet. Cependant, on constate qu'il n'y a pas de critère de choix pour identifier ces groupes cibles.

**A mi-parcours, l'indicateur de performance est Satisfaisant(S)**. Les groupes cibles sont opérationnels. Toutefois, il manque une réelle appropriation de ces groupes cibles par les autorités. Un important travail de lobbying reste à faire par le projet auprès des autorités provinciales.

→ **Activité 2- Élaborer et adopter un plan de sensibilisation et de communication sur les changements climatiques en fonction des groupes cibles**

Au niveau de cette activité, l'action du projet s'est traduite par la mise en place d'un plan de sensibilisation et de communication sur les changements climatiques en fonction des groupes cibles. L'objectif de ce plan de communication est d'informer, éduquer et sensibiliser les populations rurales et périurbaines, jeunes scolaires et d'autres couches vulnérables, les institutions publiques, para publiques, les organisations de la société civile, les partenaires techniques à s'adapter aux changements climatiques.

**A mi-parcours, l'indicateur de performance Satisfaisant (S)**. Car le plan de communication réalisé par l'UICN en collaboration avec l'antenne Tchad du RERAC précise le type d'activités de sensibilisation, les messages, les outils à produire et les quantités, par zone, groupes cibles et échelle. C'est un véritable instrument indispensable pour l'efficacité des activités de communication et de sensibilisation des groupes cibles.

→ **Activité 3- Produire des outils de sensibilisation de masse appropriés (boîtes à image, bandes dessinées, affiches, vidéo, etc.) sur les changements climatiques et leurs effets adaptés à chaque groupe cible ;**

Après un retard dans l'exécution de cette activité qui a fait intervenir plusieurs partenaires, notamment l'antenne Tchad du RERAC pour la conception de certains outils, l'ADOP pour affiner les messages et l'UICN comme lead dans la conception, la consolidation et la production des outils. On note que **700 affiches** sur le changement climatique, causes et conséquences en français et en arabe, **500 calendriers** sur le changement climatique, **3150 fiches techniques** simples appropriées sur les bonnes pratiques d'adaptation au CC et **50 boîtes à images** sont produits et diffusés sur les sites et à Ndjamena par le projet. Ces outils de grande valeur pédagogique présentent certaines méthodes d'adaptation au changement climatique qui ont fait leurs preuves. Ces outils récapitulent quelques expériences de réussite en matière d'adaptation au changement climatique dans les secteurs (agriculture, élevage et pêche) ciblés par le projet.



**A mi-parcours, l'indicateur de performance Satisfaisant (S)**, car ces outils de grande valeur pédagogique présente certaines méthodes d'adaptation au changement climatique qui ont fait leurs preuves. Ces outils récapitulent quelques expériences de réussite en matière d'adaptation au changement climatique dans les secteurs (agriculture, élevage et pêche).

→ **Activité 4- Renforcer les capacités des radios communautaires, des journalistes et des animateurs radio sur la question des changements climatiques et accompagner la production et diffusion des émissions y relatives par les radios communautaires.**

Le renforcement des capacités des radios communautaires, des journalistes et animateurs de la radio a débuté par une mission d'identification des besoins des radios sur le terrain. Sur cette base, Deux sessions de formation ayant regroupé 50 journalistes et animateurs issus de 25 radios communautaires ont été organisés par le projet. Cinq (05) modules ont été dispensés. A la suite de deux sessions de formation, quatre radios communautaires ont été ciblées pour la poursuite de manière permanente des activités de communication, d'éducation et de sensibilisation de masse sur le changement climatique par des conventions de collaboration. Il s'agit de : Radio Soleil FM de Pala, Mayo Kebbi Ouest ; Radio «Nada FM» de Moundou, Logone Occidentale; Radio «FM Al Nadja» de Ati, Batha; Radio «Njimi FM» de Mao, Kanem. Chacune de ces quatre radios communautaires a reçu 10 programmes (05 magazines *Eco Climat*, et 05 messages de sensibilisation) pour insertion dans leurs grilles des programmes et diffusion chaque semaine.

Par ailleurs, le projet prévoit équiper une dizaine de radios communautaires en énergie solaire et en petits matériels (consoles audio numériques, micros, ordinateurs, etc.). Les procédures y relatives ont été engagées. Le consultant a constaté la présence de ces matériels dans le bureau du projet.

**A mi-parcours, l'indicateur de performance satisfaisant (MS) à condition** que les équipements et petits matériels disponibles soit livrés aux bénéficiaires et selon l'échéance. Etant donné aussi que le projet ne dispose pas des fiches d'évaluation pendant les séances de formation pour recueillir les avis des bénéficiaires, il serait souhaitable que le projet mette à la disposition de ces journalistes des fiches d'évaluation pour leur permettre de faire un suivi efficace.

→ **Activité 5- Organiser des campagnes de sensibilisation de masse avec les animateurs locaux en utilisant les outils et canaux appropriés et adaptés (théâtre villageois et contes, jeux concours dans les écoles et collèges, semaine de l'arbre, projections des documentaires, foire, conférence, table ronde dans les radios communautaires, etc.).**

Au niveau de cette l'activité, l'action du projet s'est traduite par l'organisation de 56 campagnes d'information, de communication et de sensibilisation au profit des bénéficiaires dans les 07 sites prioritaires du projet ; 03 journées de l'arbre organisées à Pala, Léré et Ati, 08 productions théâtrales à Pala, Moundou, Ati, Mao et Bol et 14 tables rondes organisées sur les ondes des Radios communautaires (3938 personnes). Au niveau des tables rondes, les principales thèmes abordés par les experts ont portés sur le secteur de l'agriculture, élevage et la pêche.

Le consultant a constaté dans les entretiens réalisées, certains lycées comme celui le Lycée communal de Pala et celui de « Djarabé » de Moundou à renforcer la connaissance des enseignants et des élèves dans le domaine de la protection de l'environnement (plantation et entretien des arbres par les élèves et enseignants). Elle a permis aux enseignants d'intégrer cette thématique dans les cours de science de la vie et de la terre (SVT) en classe de 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup>, 2<sup>nd</sup>. Dans le prospectif, ce lycée compte mettre en place, au sein de l'établissement, un club environnementale pour la coordination et la mise en œuvre des actions liées à l'environnement et changements climatiques

Cette activité doit être considérée comme prioritaire non seulement pour l'intérêt général existant mais aussi parce qu'il peut contribuer à renforcer les acquis du projet à différentes niveaux (technique et politique). L'utilisation des outils appropriés comme les **boîtes à image ou affiches** pour faciliter l'accès à la

connaissance des pratiques d'adaptation aux changements climatiques, notamment les femmes, est une question à renforcer.

L'évaluateur a constaté aussi dans les entretiens réalisées que l'organisation des campagnes de sensibilisation de ma masse avec les animateurs locaux sur les outils et canaux appropriés et adaptés a quasiment démarré tardivement . Toutefois, le projet a produit des outils sur les connaissances, attitudes et pratiques liées à l'adaptation aux effets des changements climatiques . Ledit outils fournit de données sur les pratiques d'adaptation aux effets des changements climatiques qui peut influencer sur les prises de décisions en matière d'adaptation aux effets des changements climatiques. Le changement de comportement étant un processus lent et complexe, le projet devrait envisager dans son approche le développement d'un partenariat stratégique avec les ministères sectoriels clés (agriculture, élevage, recherche, administration territoriale, etc.), les hommes politiques et élus, les organisations de la société civile pour espérer atteindre le résultat 3, hormis les radios communuataires et les écoles qui mettent déjà en oeuvre ces activités.

**A mi-parcours, l'indicateur de performance est plutot Satisfaisant (PS).** .Toutefois, il manque une réelle appropriation de la part des bénéficiaires cibles . Un important travail de lobbying reste à faire par le projet à ce niveau .

**Résultat 2 : « Les populations rurales et périurbaines sont informées, sensibilisées et documentées sur les mécanismes d'adaptation aux Changements Climatiques » (R2) :**

L'atteinte de ce résultat est **Satisfaisant (S)**. Le projet a mis à la disposition des bénéficiaires et groupes cibles les informations et la documentation sur les techniques d'adaptation qui marchent et qui ont fait leur preuves dans le pays et ailleurs . Il en est de même des visites d'échanges . Le consultant a constaté dans les entretiens réalisées avec les bénéficiaires que le transfert de ces **informations et connaissances sur les mécanismes d'adaptation aux Changements Climatiques** n'ont pas encore été valorisées .

- **Activité 1- Identifier en collaboration avec les cadres du ministère en charge de l'environnement, les techniques simples appropriés et adaptés à chaque secteur prioritaire (agriculture, élevage, pêche, eau) tout en valorisant les résultats des Lot A et C du présent appel).**

Au niveau de cette l'activité, l'action du projet s'est traduite par l'identification de trois (03) techniques simples appropriées et adaptées dans chaque secteur prioritaire (agriculture, élevage, pêche ), soit neuf fiches techniques au total par un consultant dans le cadre d'une étude, documentées et validés par les experts des ministères en charge du développement rural au niveau national suite à un atelier . Ces fiches techniques au niveau de : i) **l'agriculture** porte sur : l'utilisation des cordons pierreux, la fixation des dunes et l'utilisation des semences améliorées; ii) **l'élevage** sur la pratique de la mobilité du bétail, la fauche et conservation de fourrage et la gestion de la fertilisation de sol par délimitation des espaces pastoraux ; iii) la **pêche** sur la mise en défens, la technique de trou à poisson et la technique d'empoisonnement. Ces différentes fiches servent de moyens de sensibilisation de la population sur les mesures d'adaptation au changement climatique.

**A mi-parcours, l'indicateur de performance est Satisfaisant (S)..** Le projet a permis de résumer l'approche d'Adaptation aux changements climatique en neuf (09) fiches techniques. Les fiches techniques ont été diffusées. l'évaluateur considère que les fiches techniques résumant bien un certain nombre de méthodes et techniques disponibles en milieu rural visant à s'adapter aux changements climatiques. Toutefois, la présentation des fiches techniques et de la Liste de pratiques d'Adaptation au x changements climatiques dans le domaine de l'élevage lui paraît insuffisante. Un travail dans ce sens reste à faire par le projet à ce niveau .

→ **Activité 2- Produire et diffuser auprès des populations rurales et périurbaines des fiches simplifiés et boîtes à images sur les techniques d'adaptation dans divers secteurs.**

Au niveau de cette l'activité, l'action du projet s'est traduite par la production de 3150 exemplaires de neuf (09) techniques simples appropriées et adaptées dans le secteur prioritaire (agriculture, élevage, pêche). La diffusion de ces fiches à été faite par RERAC à travers les émissions par les radios communautaires et par ADOP et SODAH dans les zones prioritaires suite à des campagnes de sensibilisation. Cependant, la production de ces outils on connu un retard dans leur livraison que dans leur traduction en langues pour permettre aux radios communautaires de bien calibrer leurs messages ;

**A mi-parcours, l'indicateur de performance est Plutot Satisfaisant (PS)**, car les constats faits sur le terrain ont montré que les partenaires sur le terrain (SODAH, ADOP et les radios communautaires) au debut des activités ont travaillé sans les outils de sensibilisation, ni de communication et de l'éducation (hormis les affiches, les dépliants qui sont d'ailleurs insuffisants pour une sensibilisation de masse). En principe ces outils devraient etre disponible bien avant. Toutefois cela pour permettre l'atteinte du résultat. L'équipe du projet à du corriger ces insuffisances à l'anné 2.

→ **Activité 3- Produire et diffuser largement (radio communautaires, projections villageoises) des microprogrammes et documentaires radiophoniques et visuels (Magazines, tables rondes, émissions interactives.....) en français et arabes sur les risques climatiques, et les techniques d'adaptation dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de pêches et d'exploitations des ressources naturelles.**

Au niveau de cette l'activité, l'action du projet s'est traduite par la réalisation de **8 magazines radiophoniques** de sensibilisation sur les techniques d'adaptation au changement climatique dans les trois secteurs prioritaires du projet à savoir l'agriculture, l'élevage et la pêche. Les thématiques traitées portent sur : les causes et consequences des changements climatiques, l'adaptation aux changements climatiques, la technique du cordon pierreux, les semences améliorées, l'information météorologique et la technique de mise en défens d'un plan d'eau. **Quatre (04) radios communautaires** (Radio Djimi de Mao, Nada FM de Moundou, Alnaja FM d'Ati et La Radio Soleil de Pala) ont signé des conventions avec le projet AMCC-UICN et ont diffusé des magazines et microprogrammes sur les risques climatiques, et les bonnes pratiques d'adaptation. d'autres radio comme celle de Zahsoo de Léré qui n'ont pas signé des conventions avec le projet diffusent des émissions et microprogrammes radiophoniques. Ce qui denote l'engagement de certaines radios comme gage d'un signe d'appropriation.

**A mi-parcours**, homis la situation de la fermeture de Nada FM de Moundou par le Haut Conseil de Communication (HCC) depuis le 26 juin au 26 décembre 2018, l'évaluateur juge que **l'indicateur de performance est Satisfaisant (S) et propose au** projet de focaliser ses efforts pour le temps restant à faire un suivi rapproché avec les animateurs des sites pour le respect de la production des émissions, la fréquence et nombre de diffusion.

→ **Activité 4- Produire des kits de formations simplifiés pour l'éducation environnementale auprès des institutions de formation et des établissements scolaires sur les risques climatiques et les techniques d'adaptation dans les secteurs prioritaires en milieu rural.**

Cette activité est en train d'être menée en collaboration avec la Coordination Nationale de l'AMCC. la Coordination d'AMCC a recruté un consultant pour concevoir le guide pédagogique d'Éducation Environnementale intégrant les concepts du changement climatique. L'UICN aura la responsabilité d'organiser l'atelier de validation dudit guide.

A ce jour, le guide pédagogique permettra d'élaborer les kits de formation et de le plaider pour intégrer les changements climatiques dans les programmes d'éducation et de formation.

**A mi-parcours** , l'évaluateur a échangé avec le consultant , la coordination du projet AMCC et la Direction de Lutte Contre les Changements climatiques et il ressort de l'entretien que le dudit est finalisé, déposé et va validation est prévue pour le 20 Mars 2019 . A ce niveau, l'évaluateur juge que **l'indicateur de performance est Plutot Satisfaisant (PS)**.cette activité mais reste à vérifier le contenu du guide . Vu aussi le retard pour cette activité qui est très importante pour l'atteinte du résultat 3 , l'évaluateur propose qu'aussitôt après sa validation , il faut envisager élaborer les kits pour passer au plaidoyer .

→ **Activité 5- Organiser des voyages d'échanges dans les sites pilotes avec des expériences novatrices en matière d'adaptation au changement climatiques.**

Au niveau de cette l'activité, l'action du projet s'est traduite par un voyage d'échange organisé par le partenaire SODAH à Mandoul . 17 exploitants agricoles composés des Représentants de l'ILOD de Léré, des groupements féminins de Moursalé, de l'ODV de Moursalé, des producteurs agricoles de Pala, de la Troupe théâtrale « les amis de la nature » de Pala, ont pris part . Ce voyage a permis aux agriculteurs bénéficiaires d'identifier quelques bonnes pratiques de Gestion de fertilité des sols et de soutien à une agriculture résiliente au changement climatique mis en œuvre par le Réseau d'Action, de Partage et de Solidarité du Mandoul (RAPS-MDL). A l'issue du voyage d'échange, les producteurs ont procédé à des séries de restitutions des bonnes pratiques dans les villes et villages suivantes, notamment à Pala, Moursalé, Sorgha et Léré et ont été touchées 288 personnes .**A mi-parcours , l'évaluateur juge que l'indicateur de performance est Plutot Satisfaisant (PS) ;**

→ **Activité 5- Sensibiliser les communautés sur l'alerte précoce, afin de développer les techniques anticipatives d'adaptation.**

Au niveau de cette l'activité, l'action du projet s'est traduite par un atelier de renforcement des capacités de journalistes sur l'exploitation des données météorologiques pour l'adaptation aux CC le 29 au des journalistes issus des radios communautaires de Régions du Batha, Salamat, Guéra, Bol, Mayo Kebbi Est, Mayo Kebbi Ouest, Logone occidentale et le Logone oriental. L'objectif essentiel était d'outiller les journalistes et animateurs des radios communautaires sur l'adaptation au changement climatique à travers les prévisions météorologiques afin de mieux informer les populations. Le projet prévoit une approche consultative et participative des parties prenantes pour mettre en place des techniques anticipatives. A ce jour , les communautés ne sont pas outillées sur les signaux du Changement Climatique de leur connaissance locale . le projet n'a pas établi des liens avec les services de météorologie pour faciliter l'alerte précoce.

**A mi-parcours** , le projet a mis en place de nombreuses activités de sensibilisation au niveau des communautés : formations et sensibilisations, programme radiophonique, animation avec des groupes de théâtre, etc. Les enquêtes réalisées montrent que ces actions ont été efficaces. **l'évaluateur juge que l'indicateur de performance est Satisfaisante (S).**

**Résultat 3 : « Les institutions nationales prennent en compte la problématique des Changements Climatiques dans leur stratégie » (R3) :**

L'atteinte de ce résultat est **Insuffisant (I)**. Le projet a ce jour n'a pas encore viser des institutions nationales( services techniques et institutions de formations ) capables de perpétuer le renforcement des capacités des acteurs sur les changements climatiques et particulièrement l'adaptation pour leur permettre de faire de plaidoyer de l'intégration des changements climatiques dans les programmes d'éducation et de formation.Le consultant a constaté dans les entretiens réalisées avec **les autorités administratives et responsables des services déconcentrés que très peu de ces autorités sont impliquées dans le projet**

→ **Activité 1- Faire du plaidoyer auprès de l'administration compétente pour l'introduction de la problématique des changements climatiques dans les programmes de formation scolaire et universitaire.** A mi-parcours, cette activité n'a pas encore débuté et est prévue au premier trimestre de l'année 2019 . **la performance est Très Insatisfaisante (TI).**

- **Activité 2- Faciliter la mise en place d'un mécanisme de gestion, de partage et de vulgarisation des données et des informations sur le Changement Climatique aux niveaux local et national.** A mi-parcours, cette activité a commencé timidement avec des journées portes ouvertes sur le thème « Quelles actions innovantes pour lutter contre les changements climatiques et pour renforcer la résilience des communautés » organisé par le Ministère de l'Environnement de l'eau et de la Pêche à travers le projet « Alliance Mondiale contre le Changement Climatique (AMCC) au Tchad » et le projet AMCC-UICN . L'UICN a mis à profit ces journées pour sensibiliser et distribuer au public, les affiches sur les changements climatiques, le calendrier et autres documents de sensibilisation et d'information produits dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Malgré le démarrage tardif de cette activité , la **performance est Insatisfaisante (I)** .

### 3.2. 3. Estimation du taux de réalisation des produits

L'estimation du taux de réalisation des produits a été effectuée de la manière suivante :

- Premièrement pour simplifier le calcul, tous les produits ont été considérés comme ayant le même poids ;
- Deuxièmement, pour chaque indicateur prévu dans le document du programme, son taux de réalisation a été estimé en faisant une comparaison entre ce qui était prévu et ce qui a été effectivement réalisé ;
- Enfin, pour obtenir le taux de réalisation d'un produit donné, il a été procédé au calcul de la moyenne arithmétique des indicateurs dudit produit.

Sur cette base, l'estimation du taux de réalisation des trois principaux produits se présente dans le tableau 5 ci-dessous.

*Tableau 5 : Liste des produits et des indicateurs du Projet*

<b>Produit 1: Les populations rurales, locales et périurbaines sont informées, sensibilisées et documentées sur les risques climatiques</b>	Au moins 3 groupes cibles (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) identifiés dans les zones biogéographiques	100%	Cinq (05) groupes d'éleveurs, trois (03) groupes de pêcheurs et neuf (09) groupes d'exploitants agricoles ont été identifiés dans les sites du projet
	Un plan de de sensibilisation et de communication sur les CC en fonction des groupes cibles	100%	un plan de sensibilisation et de communication sur les CC en fonction des groupes cibles a été produit et est disponible
	Au moins 2 000 supports de sensibilisation et de communication sont produits et diffusés	100%	Au total plus de 4400 supports de sensibilisations et de communication produits et diffusés ( <b>700 affiches, 500 calendriers</b> sur le changement climatique, <b>3150 fiches techniques</b> sur les bonnes pratiques d'adaptation au CC et <b>50 boîte à images</b> )
	Au moins 10 radios communautaires des sites prioritaires (environ 50 journalistes et animateurs formés);	100%	Deux sessions de formation ayant regroupé 50 journalistes et animateurs issus de 25 radios communautaires ont été organisés
	Au moins 10 émissions produits et diffusés en français et en langues locales par radios	75%	05 Magazines et 05 microprogrammes radiophoniques sur le CC produits; 04 magazines sur les bonnes pratiques d'adaptation au CC réalisées
	Au moins 1000 producteurs et éleveurs et pêcheurs outillés sur les pratiques adaptées aux aléas climatiques	75%	56 campagnes de ICS organisées . 03 journées de l'arbre organisées à Pala, Léré et Ati, 08 productions théâtrales réalisées à Pala, Moundou, Ati, Mao et Bol ; 14 tables rondes organisées sur les ondes des Radios communautaires (3938 personnes)
<b>Moyenne taux de réalisation produit 1</b>		<b>92, 5%</b>	

<b>Produit 2: Les populations rurales et périurbaines développent et mettent en œuvre des mécanismes d'adaptation aux Changements Climatiques</b>	Au moins 3 fiches techniques simples identifiées (agriculture, élevage et pêche).	100%	09 fiches techniques sur les bonnes pratiques d'adaptation sur le CC(Agriculture, élevage et pêche ) produit en 3150 exemplaires
	Au moins 3 fiches techniques et 3 boîtes à images produites et largement diffusées en français et en langue locale	100%	01 boîte à image produit en 50 exemplaires
	Produire et diffuser au moins 3 microprogrammes et documentaires radiophoniques sur les risques climatiques dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage en français et en langues locales	75%	05 Magazines , 05 microprogrammes radiophoniques sur les causes et conséquences des changements climatiques réalisés. 04 magazines sur les bonnes pratiques d'adaptation au CC 04 conventions signées avec les radios communautaires pour la diffusion
	Au moins 20 formateurs des formateurs s'appropriés du guides pédagogique sur le Changement climatique	0%	
	Au moins 2 voyages d'échanges intersites organisés	50%	Un voyage d'échange organisé
	D'ici la fin du projet (début 2019) environ 50% populations des sites prioritaires du projet (dont 60% constitués de femmes et de jeunes) connaissent les risques liés aux changements climatiques	70%	Les radios communautaires des sites prioritaires du projet informent les populations sur les prévisions/calendrier météorologiques et les techniques anticipatives d'adaptation au changement climatique
<b>Moyenne taux de réalisation produit 2</b>		<b>65, 83%</b>	
<b>Produit 3: Les institutions nationales considèrent la problématique des Changements Climatiques dans leur stratégie</b>	Au moins 05 établissements scolaires (primaire et secondaires) intègrent effectivement les changements climatiques et l'adaptation à leur programme d'éducation environnementale	0%	
	Au moins deux notes politiques produites et remises officiellement aux autorités compétentes/Aux moins 3 rencontres organisées avant la fin du projet avec les plus hautes personnalités de l'administration	50%	Une journée porte ouverte organisée avec la coordination nationale de l'AMCC, une rencontre organisée avec le ministère en charge de l'éducation nationale. Une draft de la note politique est en cours de finalisation
<b>Moyenne taux de réalisation produit 3</b>		<b>25%%</b>	
<b>Moyenne totale de réalisation</b>		<b>61, 11%</b>	

L'efficacité du projet à **mi-parcours est de 61,11%**. Cette efficacité est relativement moins élevée en ce qui concerne le deuxième et le troisième produit. Vu sur un angle pondéré, l'on peut estimer que le niveau d'efficacité est **suffisant à mi-parcours** dans la mesure où toutes les productions intellectuelles et l'essentiel des outils sont produits pour induire l'effet du projet au niveau des bénéficiaires. Toutefois, cela ne sera possible que si les ressources financières conséquentes sont mobilisées à temps pour accélérer les activités au cours du dernier cycle (implémentation du plan de communication, sensibilisation, formations, Organisation des campagnes de sensibilisation de masse avec les animateurs locaux , Diffusion du Guide d'éducation environnementale , plaidoyer auprès de l'administration compétente mise en œuvre des petits projets pilotes, accompagnement des bénéficiaires cibles , renforcer la collaboration avec les autorités administratives et services déconcentrés etc.).

### 3.2.4. La tendance du progrès vers les effets

Le taux de progression du projet vers l'effet recherché qui est l'amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques peut être jugé **plutôt insatisfaisant**. En effet, la mise en œuvre efficace de l'ensemble des outils produits au stade



actuel par le projet est de nature à positivement contribuer au changement d'attitudes, de pratiques et de comportements qui peuvent inverser la tendance aux changements climatiques des bénéficiaires cibles. Toutefois, il convient de rappeler que l'amélioration de l'information, l'éducation et la communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques passe par une approche d'intervention inclusive. La multidisciplinarité de cette approche devra inclure le renforcement des capacités sur des thématiques aussi divers que les techniques adaptées de la production agricole, de la pêche, de l'élevage, de la sylviculture, de la maîtrise de la gestion de l'eau. A ces thématiques, il serait indiqué de prendre en compte les questions de santé, d'éducation, de la recherche adaptative sur les questions agro-sylvo-pastorales. Le renforcement des capacités des concernés sur toutes ces thématiques ne pourrait avoir d'effets palpables que s'il associe des approches de changement de comportements transformationnelles. C'est dire qu'il est difficilement envisageable que le projet à lui seul soit à même de créer l'effet escompté. Il pourrait cependant adapter son approche dans le sens de :

- créer et tester des modèles pilotes de projets d'adaptation (compostage, pépinières, reboisement, etc aux effets des changements climatiques en faveur des bénéficiaires cibles (agriculteurs, pêcheurs, éleveurs) ;
- développer un ensemble de partenariats stratégiques avec les administrations sectorielles concernées, des organisations de la société civile et les communes pour une réplique à large échelle pour l'extension des effets ;
- s'orienter vers un plaidoyer pour réunir les acteurs afin de capitaliser les expériences des uns et des autres, d'assurer une planification plus cohérente des activités des divers intervenants dans les provinces et de mutualiser les efforts nécessaires pour adresser la problématique.

Enfin, il n'est pas inutile de relever que la problématique sur les changements climatiques en elle-même est de nature complexe et s'inscrit dans un contexte où les différents acteurs impliqués sont logés dans un champ diversifié de représentations, de valeurs, de connaissances et d'identités, touchant à la fois les aspects juridiques, politiques, culturels, sociaux et économiques de chaque secteur de développement. C'est à l'intérieur de cette vision commune qu'il sera assez approprié de faire de l'information, l'éducation et la communication à l'adaptation aux changements climatiques un projet réaliste, intégrateur de multiples enjeux à long terme .

### 3.2.5. Efficacité de l'approche d'intervention

Le projet au cours de son parcours a privilégié l'utilisation des Codemendeurs (ADOP, SODAH et RERAC) et implication des radios communautaires, et la production et diffusion des fiches simplifiées et boîtes à images sur les techniques d'adaptions dans divers secteurs pour atteindre ses résultats. Les indicateurs de réalisation des produits les plus élevés sont attribuables à cette approche. L'implication des bénéficiaires a été faite par la mobilisation des parties prenantes au cours d'un voyage d'échange et dans la diffusion des microprogrammes et documentaires radiophoniques en français et arabes .

Les principales parties prenantes rencontrées sont d'avis que cette approche a permis d'avancer dans l'amélioration de l'information et la sensibilisation mais qu'actuellement à la dernière phase du projet qu'il faudrait réorienter **l'approche et les actions vers les activités concrètes de terrain au profit des bénéficiaires cibles davantage plus fragilisées par les effets du changement climatique.**

### Conclusion sur l'efficacité

L'efficacité du projet **estimée à 61, 11%** est jugée **suffisante à mi-parcours** si on prend en compte le contexte de mise en œuvre caractérisé par un démarrage tardif en 2017 . **L'atteinte des produits au second**

cycle dépendra des capacités de mobilisation à temps des ressources financières pour accélérer les activités .

### 3. 3. EFFICIENCE

#### 3.3.1. Moyens Financiers

Le projet est exécuté selon deux formes : i) Par de subvention avec l'Union Européenne à l'UICN, ii) Par des contrats avec des codemandeurs (SODAH, ADOP et RERAC ). Il est intéressant d'examiner comment les budgets prévus ont été consommés. Mais de prime abord , l'adéquation entre les résultats obtenus et les moyens (matériels, financiers et humains) mobilisés est jugée satisfaisante. En effet, environ 55% du budget prévu (287 714 626 FCFA consommé sur 524 765 600 FCFA programmé) a été utilisé pour produire 61% des résultats atteints.

Les coûts unitaires sont maîtrisés voire minimisés et sont en rapport avec les activités menées. Le niveau d'exécution du budget est résumé dans le tableau ci-dessous qui présente une inscription budgétaire de 524 765 600 FCFA .

Tableau 6 : *Consommation budgétaire par catégorie (en FCFA)*

Catégories	Budget global (en cfcfa)	Consommation au décembre 2018	% par rapport au budget total
Ressources humaines	157 390 323	95 920 145	61%
Voyages	21 996 862	5 389 171	24%
équipement et fournitures	39 217 570	30 812 793	79%
Bureau local	68 481 911	36 516 324	53%
Autres coûts, services	107 183 193	70 179 934	65%
Autres	72 811 227	30 395 787	42%
<b>Total des coûts directs éligibles du projet (1 à 6)</b>	<b>467 081 086</b>	<b>269 214 155</b>	<b>58%</b>
<b>10. Provision pour imprévus (maximum 5 % de 7, sous-total des coûts directs éligibles de l'Action)</b>	<b>23 354 054</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total des coûts directs éligibles du projet (7 à 8)</b>	<b>490 435 140</b>	<b>269 214 155</b>	<b>55%</b>
8. Coûts administratifs (maximum 7 % de 9, total des coûts directs éligibles de l'Action)	<b>34 330 460</b>	<b>18 500 472</b>	54%
<b>Total des coûts éligibles (9+10)</b>	<b>524 765 600</b>	<b>287 714 626</b>	<b>55%</b>



Taxes <sup>11</sup>	0		
<b>Total des coûts acceptés<sup>11</sup> de le projet (11+12)</b>	<b>524 765 600</b>	<b>287 714 626</b>	<b>55%</b>

Source : AAF du Projet

Le bailleurs du projet qui est L'Union Européenne a honoré ces engagements financiers respectifs pour le bon déroulement des activités du projet, suivant les prévisions élaborées par le responsable du projet. Le niveau de décaissement atteint à mi-parcours du projet est évalué à **287.714.626 Fcfa** , **soit un taux de 55%**, par rapport au budget. A 12 mois de la fin du projet , le budget prévu a été consommé à hauteur de 55%.

Les postes dépenses concernant les « activités » ont globalement été consommés à **58%** .Le poste de dépenses « communication et visibilité » n'a pas été très consommé, cela s'explique par le fait que les activités de communication sont intégrées à d'autres postes. L'évaluation prend acte que certaines actions de communication ont été financées à travers les axe 1 et 2 notamment pour assurer la publicité et les formations. Confondues notamment dans les contrats avec les codemandeurs et les conventions avec les radios communicatives , les dépenses réelles de communication sont alors difficiles à apprécier .

L'analyse du Coût efficacité montre que le niveau de mise en œuvre des activités et d'atteinte des produits est présenté dans le tableau 6.

Sur la base des niveaux d'exécution financière par effet attendu, l'évaluateur juge que le niveau de réalisation des produits **attendus est satisfaisant par rapport aux ressources financières qui ont été investies. Globalement, le niveau de réalisations est satisfaisant, mais les activités demandent encore à être finalisées pour réellement concrétiser les produits et ainsi atteindre les effets escomptés. L'évaluateur estime que l'utilisation des ressources financières a été relativement efficace par rapport aux différentes activités qui ont été appuyées et au niveau de mise en œuvre des produits attendus .**

Le Projet met en œuvre des contrats avec les codemandeurs (ADOP, SODAH et RERAC) .

Les tableaux ci-dessous donnent les lignes budgétaires et les dépenses prévues engagées par année et le taux de décaissement à ce jour

**Tableau 7 : Lignes budgétaires**

Codemandeurs	Lignes Budgétaires en FCFA	Dépenses prévues	Dépenses Engagées	Décaissement à ce jour 31/12/2018	Taux d'engagement
Contrat RERAC	40 702 132	40 702 132	17 234 906	26 930 450	42%
Contrat ADOP	20 465 858	20 465 858	13 553 060	14 299 862	66%
Contrat SODAH	61 004 001	61 004 001	27 677 878	30 000 000	45%
<b>TOTAL</b>	<b>122 171 991</b>	<b>122 171 991</b>	<b>58 465 844</b>	<b>71 230 312</b>	<b>48%</b>

Source : AAF du projet

**Tableau 8 : consommation des Lignes budgétaires par année**

Codemandeurs	Lignes Budgétaires en FCFA	Dépenses prévues année 1	Dépenses Engagées année 1	Dépenses prévues année 2	Dépenses prévues année 2	Dépenses engagées pour les deux années
Contrat RERAC	40 702 132	12 610 773	8 940 714	18 202 807	9 428 781	18. 369.495
Contrat ADOP	20 465 858	5 444 443	4 821 000	11 474 057	8 732 060	13.553.060
Contrat SODAH	61 004 001	19 252 338	12 567 544	40 570 940	15 110 334	27.677.878

TOTAL	122 171 991	37 307 554	26 329 257	70 247 804	33 271 175	59.600.433
-------	-------------	------------	------------	------------	------------	------------

Source : AAF du projet

Ce dispositif aura coûté au projet la somme de **71 230 312** fcfa à mi- parcours soit un taux de **48%** du budget du contrat et aura permis de mettre en œuvre les activités clés du resultat 1 et 2 du projet . En effet, le projet a utilisé des contrats pour relayer son activité dans les provinces

Dans la première phase du projet , l’UICN a honoré ces contrats en y décaissement **59.600.432 FCFA sur les 107.555.358 FCFA prévues pour les deux années . Aucun de trois codemandeurs, n’a pu encaissé la totalité du montant prévue pour l’année 1 et 2 pour réaliser les activités à temps sur le terrain . cette situation** à handicapé les activités du terrain. Deux raisons fondamentales justifiées cette situation . La première est liée au livrable de rapport des codemandeurs et la deuxième à la lenteur administrative . **C’est pourquoi, nous proposons pour cette dernière phase du projet en cours , une réunion de cadrage et d’orientation entre l’UICN et les codemandeurs .**

### 3.3.2. Moyens Humains

La Coordination du projet est à ce jour composée de 5 cadres sur un effectif de 6 prévu par le document du projet . Le consultant a constaté dans le dispositif de la coordination du projet qu’il n’existe pas un chargé de suivi évaluation d’une part et d’autre part la démission de l’Assistant chargé de Communication en date du 09 mai 2018 et celui du Chef du projet le 31 décembre 2018 . La situation du Chef de projet est aussitôt régler en février 2019 . le tableau ci -dessous donne les informations sur le staff du projet :

De tout ce qui précède, il convient de souligner que la performance du dispositif de mise en œuvre du projet a connu beaucoup de problème (par exemple le chargé de communication a démissionné depuis plusieurs mois sans être remplacé, le coordonnateur a démissionné, le chef de projet a aussi démissionné, il ya vraiment de l’instabilité dans l’équipe. La performance du dispositif opérationnel de suivi des activités de terrain du projet. Ce qui fait que les activités n’ont pas été mises en œuvre conformément au calendrier et au budget .

**Tableau 9: Liste du staff proejt AMCC-UICN du 31 Décembre 2018**

Noms	Position	Date de recrutement	Observation
KYEBLOUABE SIGNABOUBO Zahiiky	Chef de Projet AMCC - IUCN Tchad (Njamena)	01/03/2017	Démissionnaire le 31 décembre 2018 .Remplacé par Dr Dadoum Magloire Djeko le 01 /02/2019
Abdias HAWANGUYO	Assistant Administratif et financier Projet AMCC - IUCN Tchad (Njamena)	01/03/2017	RAS
ABDOULAYE MARKHOUS	Animateur local Projet AMCC (zone d’Am-Timan, Mongo et Ati) - ADOP	01/03/2017	RAS
GABGALYAN Gaston	Animateur Local Projet AMCC - IUCN Tchad (Pala)	01/03/2017	Affecté dans la zone de Moundou
DJIMASSAL Alain	Assistant Chargé de Communication Projet AMCC - IUCN Tchad (Njamena)	01/03/2017	Démissionnaire le 09 mai 2018 .Remplaçant en cours de recrutement

DJONYABO Timothée	Chauffeur Projet AMCC - IUCN Tchad (N'djamena)	01/03/2017	RAS
-------------------	---	------------	-----

**Source : Assistant Administratif et Financier**

A la lecture du tableau, on note que depuis 07 mois, le projet évolue sans l'assistant chargé de communication qui est la personne maîtresse du projet au regard de l'intitulé du projet et aussi des activités prévues. Le projet vient de publier l'avis de ce poste en janvier 2019, le processus suit son cours. A mi-parcours, l'évaluateur propose que le projet accélère le recrutement du chargé de communication pour engager des actions de visibilité et de capitalisation du Projet, car ces activités devront être amplifiées ou engagées. L'évaluateur propose aussi le recrutement d'un animateur pour le site de Bol pour atteindre le résultat 3 du projet. Dans la dernière phase du projet, en dehors des activités déjà exécutées dont certaines sont en cours, on constate que la charge de travail en la matière va diminuer, mais un travail plus important en suivi devrait se faire sur le terrain. D'où, le chef de projet doit chercher à maximiser le suivi pour capitaliser les actions.

### Conclusion sur l'efficacité

L'efficacité du projet à mi-parcours est jugée **plutôt satisfaisante avec 55%** du budget utilisé pour produire **61,11%** des résultats, des coûts unitaires maîtrisés voire minimisés et en rapport avec les activités menées et les engagements réciproques des codemandeurs respectés dans l'ensemble. Une efficacité toutefois limitée par :

- la difficulté liée à la mobilisation des fonds aux codemandeurs à temps avec pour risque que certaines activités soient mises en œuvre avec retard.
- Le projet ne dispose pas encore d'un système de collecte de données et de suivi-évaluation qui permet de mesurer les progrès réalisés par le projet;
- Les relations entre le projet, les entités affiliées et bénéficiaires et les autres acteurs du projet sont encore peu solides,
- L'insuffisance des missions de suivi de la coordination du projet UICN des activités réalisées par les entités affiliées. Les entités affiliées n'assurent pas non plus le suivi des activités des animateurs et des radios communautaires

### 3.4. EFFETS/IMPACTS

L'étude de l'impact mesure les retombées de l'action à moyen et long terme, c'est l'appréciation de tous les effets du projet sur son environnement, effets aussi bien positifs que négatifs, prévus ou imprévus, sur le plan économique, social, politique ou écologique. C'est l'ensemble des changements significatifs et durables dans la vie et l'environnement des personnes et des groupes ayant un lien de causalité direct ou indirect avec le projet.

De manière plus spécifique, et pour ce qui est relatif à ce projet AMCC-UICN, pouvons-nous parler d'effets ou d'impacts après un peu plus de deux années de mise en œuvre ? Le projet a démarré avec la signature de subvention avec l'UE en 2016, mais est devenu effectif en 2017. Une durée trop courte normalement pour produire des effets ou des impacts. A ce jour, les groupes cibles et bénéficiaires non pas véritablement mis en œuvre des pratiques agricoles résilientes vis-à-vis du climat après avoir été sensibilisés, informés. Néanmoins, il est tout de même possible de percevoir des signes qui, s'ils se poursuivent, donneront des effets. Parmi ces signes, on peut retenir :

- Complémentarité du projet avec les autres structures nationales impliquées dans la lutte contre les changements climatiques ;

- Acquisition des équipements solaires, ou du petit matériel (consoles audio numériques, micros, ordinateurs, etc.) en cours permettra aux radios communautaires bénéficiaires d'avoir des possibilités plus larges de fonctionnement, notamment en termes de durée d'émission par jour pour vulgarisés les bonnes pratiques sur les changements climatiques ;
- L'intégration des changements climatiques dans les cours de science de la vie et de la terre par des enseignants qui ont permis de mettre en place des clubs environnementaux ;
- Des formations à l'attention des Radios communautaires qui permet aujourd'hui diffusés et vulgarisés les bonnes pratiques et stratégies d'adaptation aux populations rurales et périurbaines ;
- La perception et les connaissances des effets des changements climatiques sur les groupes cibles sur leurs activités ;
- La Forte motivation des groupes cibles y compris les femmes pour changer leur comportement vis-à-vis des mauvaises pratiques qui contribuent à la dégradation de leur environnement.
- La prise de conscience des groupes cibles sur les facteurs de dégradation de l'environnement, les causes et conséquences des changements climatiques.

Ces différents changements observables lors de la revue à mi-parcours devraient être vulgarisés par une médiatisation adéquate, une meilleure diffusion des messages à travers les outils produits au sein de toutes les sites prioritaires du projet . De plus, les effets seront plus perceptibles avec un nombre plus important de ces stations . La convention avec les autres radios communautaires devient alors une urgence.

Malgré tous ces points, il est permis de conclure que le projet va induire une meilleure compréhension et un changement pour aller vers une convergence d'actions des bonnes pratiques en matière des changements climatiques .

### 3.5. Visibilité

Au niveau de la communication et de la visibilité du projet AMCC-UICN ,de nombreux outils de communication sont produits. Tous ces outils portent le nom du projet, et les logos d'AMCC et de l'Union Européenne. Il s'agit notamment des : i) Affiches sur le changement climatique, causes et conséquences en arabe; Calendriers 2018 du projet portant des messages clés de sensibilisation; iii) Banderoles lors des activités portent les visuels (logos) et l'intitulé du projet; et des v) Boites à images incorporant les éléments du projet, Magazines et microprogrammes radiophoniques diffusés par les radios portant la signature du projet.

La visibilité du projet a été renforcée auprès des autorités administratives (CRA, CDA et CLA) et du grand public lors la campagne de sensibilisation. Les actions de communications (panneaux de visibilité, lettres d'invitation aux autorités et aux participants, discours d'ouverture et de clôture des activités, interventions médiatiques à travers la couverture médiatique, etc.), tout cela a contribué à renforcer la visibilité du projet.

A mi-parcours, le projet à fait des efforts louables en matière de communication et de visibilité à l'absence de l'assistant chargé de communication . les entretiens réalisés lors de l'évaluation ont montré que la communication et la visibilité du projet était mitigée . l'évaluateur juge que l'assistant chargé de communication soit recruter rapidement pour mettre à profit ses compétences de communication pour développer cette visibilité du projet auprès des bénéficiaires .

### 3.6. Durabilité (pérennité , viabilité )

Le cinquième critère d'évaluation est la **durabilité (ou encore pérennité ou viabilité)**, vise à savoir si les effets du projet perdureront après son arrêt. C'est l'analyse des chances que les effets positifs de l'action se poursuivent lorsque le projet aura pris fin. La viabilité, permet de déterminer si les résultats positifs du projet (au niveau de ses objectifs spécifiques) sont susceptibles de perdurer une fois taris les financements

externes. Viabilité financière mais aussi opportunité de reproduire **ou généraliser le projet à plus grande échelle. Dans quelle mesure les actions du projet sont-elles pérennes ou durables ?**

- L'ancrage institutionnel du projet est le premier gage de sa durabilité ou viabilité et de la réussite de la stratégie de sortie du projet, conséquemment de l'internalisation de ce projet dans les structures de l'Etat. Néanmoins, la prise en charge financière est un élément important qu'il convient de prendre dès à présent en compte. Faire continuellement appel aux financements des donateurs peut présenter certains risques, en particulier du point de vue de leur durabilité à long terme. Il faudra, pour obtenir un soutien budgétaire national efficace pour le projet, répondre à priori aux besoins des décideurs et utiliser des méthodes avec un excellent rapport coût/efficacité :
- Au niveau du ministère en charge de l'environnement, les cadres travaillent avec le projet qui va intégrer toutes les initiatives en matière de changement climatique. A travers cela, et en plus de toutes les initiatives prises au niveau de chaque point focal, le ministère prévoit que les acquis du projet seront intégrés dans les plans et stratégies.
- L'organisation et le fonctionnement des structures et instances impliquées dans le Projet sont un prélude de durabilité qu'il convient de maintenir et de renforcer. C'est le cas des radios communautaires et certainement des clubs environnement.

A mi-parcours de la mise en œuvre du projet, les signes de la durabilité sont à peine visibles.

#### **4. ANALYSES DES FORCES, DES FAIBLESSES ET DEFIS DU PROJET**

##### **4.1. Analyse des forces**

- **Une amélioration de la proximité entre les parties prenantes** : Le projet AMCC-UICN a permis de faire travailler ensemble plusieurs parties prenantes telles que les institutions de formation scolaires et universitaires, le Ministère de l'Environnement et de la Pêche (MEP), Les populations rurales et périurbaines, exploitants agricoles, éleveurs, pêcheurs, Et les médias, chacun dans le cadre de ses attributions respectives pour apporter une réponse holistique à un problème unique à différentes facettes ; ce qui a permis d'expérimenter l'approche transversale et pluri-acteurs de la problématique de l'amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques dans un contexte où ces parties prenantes ont cultivé l'habitude de travailler de manière cloisonnée. Cet effort de proximité aurait gagné en efficacité si d'autres ministères clés notamment ceux en charge de l'agriculture, de l'élevage avaient été tout au moins impliqués dans les formations et les sensibilisations réalisées dans les provinces.
- **Une forte cohérence avec les missions des ministères concernés** : L'une des forces du projet AMCC-UICN est qu'il renforce les administrations concernées dans leurs missions statutaires sans créer de nouvelles activités proprement dites, en leur dotant des outils nécessaires pour mieux les accomplir. Cas des radios communautaires et formations des médias Cet alignement de l'action du projet avec les missions habituelles des ministères concernés est de nature à favoriser son appropriation.
- **Une mise à disposition des outils pour l'amélioration à l'adaptation aux changements climatiques** : Le projet a produit un ensemble d'outils (**fiches techniques** simples appropriées sur les bonnes pratiques d'adaptation au CC, **boîte à images et kits de formations simplifiés**, etc.). Ceux-ci devront aider à faciliter et mieux cadrer les activités des principaux acteurs institutionnels en matière d'amélioration de la résilience sur les effets inhérents aux changements climatiques.
- **Un projet capitalisant sur le savoir-faire traditionnel** : Le projet a produit des outils de communication et de formation préparés par les codemendeurs du projet en ce qui concerne la

diffusion des techniques agro-sylvo-pastorales ainsi que les connaissances, attitudes et pratiques liées aux effets des changements climatiques est fondé sur la capitalisation des savoir-faire endogènes qui devront être diffusés à large échelle sous forme de modules de formation ou de campagnes de sensibilisation. Ce choix a pour avantage que les enseignements tirés des habitudes populations rurales locales et périurbaines seront aisément appropriés, avec un minimum d'accompagnement nécessaire.

- **Mise en place des groupes cibles (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) dans les zones biogéographiques favorisant l'appropriation locale :** Le projet AMCC-UICN a mis en place des groupes cibles dans les zones biogéographiques au niveau des sites prioritaires, ce qui a permis d'accélérer l'appropriation de ses activités bien qu'elle soit encore limitée au niveau des représentants des bénéficiaires. Le défi ici réside dans la pérennité de ladite mise en place de ces groupes cibles et la prise en compte ultérieure des campagnes de sensibilisation et les sessions de formation à organiser.
- **des efforts importants en termes d'information, de sensibilisation et de communication sont en train d'être** consentis par le projet ses codemandeurs et partenaires pour toucher une masse critique des populations;
- **Certains groupes cibles (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) et/ou des organisations de développement villageois, notamment ceux de Moundou, Pala et Léré** perçoivent et connaissent les effets de changements climatiques sur leurs activités. Il en est de même pour les bonnes pratiques et stratégies d'adaptation diffusées par les radios communautaires, vulgarisées par la coordination et ses partenaires ou via les visites d'échanges dans la région de Mandoul ;
- **L'évaluateur a constaté un fort engagement des codemandeurs SODAH et les autres partenaires (radios communautaires, l'animateurs et des groupes cibles, etc.)** pour appuyer la réalisation des activités du projet dans leurs zones respectives. ;
- **Les activités conduites par l'Action Sociale pour le Développement Holistique (SODAH) dans la province de Mayo-Kebbi Ouest et le département de Lac Léré** sont bien appréciées par les autorités administratives (gouverneur, SG et le préfet, etc.) et traditionnelles (les chefs traditionnels, chefs de villages, etc). Selon les échanges avec les groupes cibles et le témoignage des participants, le voyage d'échange dans le Mandoul (projet RAPS) a été bénéfique pour eux après restitution et test de quelques pratiques (compost, paillage, production des plantes fertilisantes, mise en défens, haies vives, etc.) capitalisées ;
- **Enfin, la prise de conscience des groupes cibles sur les facteurs de dégradation de l'environnement, les causes et conséquences des changements climatiques.**

#### 4.2. Analyse des faiblesses

- **Une synergie entre le projet AMCC-UICN et d'autres projets insuffisamment exploitée :** Le projet AMCC-UICN se met en place dans un contexte où plusieurs autres partenaires financent des initiatives complémentaires de développement et dont les effets conjugués devraient améliorer l'impact des différentes interventions au niveau des bénéficiaires. Cependant, il apparaît de toute évidence que le projet ne capte pas encore suffisamment l'opportunité de synergies qu'offrent ces différents appuis ; ce qui aurait permis dans une certaine mesure d'optimiser l'atteinte des produits. De même, le projet ne capitalise pas suffisamment les acquis des projets de terrain mise en œuvre par l'AMCC à travers les ONGs (SOS-SAHÉL, ALISEI et RAPS-MANDOUL) portant respectivement sur les effets néfastes de la variabilité et des changements climatiques sur la production des petits exploitants agricoles, en vue d'améliorer la résilience du secteur agricole, la gestion concertée des ressources pastorales, et les actions de défense et de restauration des sols et d'amélioration de leur fertilité pour le développement des activités agricoles face aux effets des changements. En effet, ces projets mis en œuvre par xy z ont permis de doter les populations périurbaines et rurales des techniques et mesures d'adaptation. Dans



le cadre du projet, le suivi et le renforcement des capacités en vue de la bonne utilisation des outils susvisés aurait permis d'optimiser les sous-produits relatifs à l'adaptation aux changements climatiques.

- **Le problème d'une implication insuffisante d'acteurs se pose à deux niveaux.** D'abord, le projet AMCC-UICN a identifié dans sa formulation un ensemble de partenaires de mise en œuvre pour chaque produit qui sont soit les administrations sectorielles (agriculture, élevage, pêche, eau.), soit les ONG et la société civile. La mise à contribution de ces diverses parties prenantes pour l'atteinte des produits du projet était éminemment pertinente au regard de la transversalité sectorielle de la problématique de l'adaptation aux changements climatiques. Toutefois, au stade actuel de mise en œuvre, le projet ne semble pas s'être suffisamment adossé sur l'ensemble des parties prenantes préalablement identifiées. Ceci se lit clairement sur la liste des invités aux différentes activités d'information, de sensibilisation et de formation. Le risque de cette approche est de progresser de manière cloisonnée en captant insuffisamment les synergies et les opportunités existantes. Ainsi, il serait judicieux que cette insuffisance soit adéquatement adressée au cours de la dernière phase du projet en cours. Ensuite, les activités de communication sont pilotées à partir de Yaoundé par RERAC Cameroun sans lien fort avec les radios communautaires et RERAC Tchad. Ce mode de fonctionnement et cette perception fragilise l'appropriation locale, ce qui est de nature à rendre difficile le suivi du projet au niveau des sites prioritaires.
- **L'approche utilisée pour la sensibilisation des groupes cibles n'est pas inclusive** (absence des autorités traditionnelles, des agents des services déconcentrés, les médias), car ce qui ne facilite pas une bonne appropriation des bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique ;
- **Les campagnes de sensibilisation sont seulement limitées aux groupes cibles** et les informations reçues sont faiblement relayées pour atteindre une masse des populations ;
- **La non mise en contribution et/ou non implication des groupes cibles dans l'animation des campagnes** de sensibilisation des populations aux effets des changements climatiques dans leurs secteurs respectifs :
- **Faible implication des radios communautaires dans la production des messages et émissions** sur le changement climatique. Elles sont chargées juste pour la diffusion et l'organisation des émissions interactives ;
- **Les effets des actions de sensibilisation, d'information et de communication ne sont pas encore perceptibles sur le terrain.** A titre d'exemple, les groupes cibles ont accès à l'information climatique mais ne mettent pas en œuvre des pratiques d'agriculture résilientes face au climat ;
- **Déficit de communication et de visibilité sur les activités réalisées au niveau des Provinces et surtout celle Logone Occidentale ;**
- Enfin l'inexistence de dispositif de collecte (grille de sondage) et d'évaluation de l'effet des programmes de sensibilisation sur les groupes cibles.

#### 4.3. Contraintes et défis du projet

La principale contrainte à la mise en œuvre du projet AMCC-UICN réside dans son financement assez limitée dans la sensibilisation et la formation qui ne permet pas de passer à l'action au niveau des bénéficiaires à travers l'identification et l'implémentation des projets pouvant changer leur vécu quotidien et améliorent la résilience aux effets des changements climatiques de plus en plus ressentis dans l'ensemble des sites prioritaires. D'autres contraintes et défis importants limitant l'efficacité du projet sont entre autres :

- l'immensité de la zone d'intervention du projet rend diffus la perception des effets et impacts dudit projet. Les bénéficiaires ont certes accès à l'information, en revanche son appropriation reste à parfaire.
- L'indisponibilité d'un système de collecte de données et de suivi-évaluation qui permet de mesurer les progrès réalisés par le projet;

- La réalité des effets des changements au sein des populations périurbaines et rurales , ce qui crée un besoin accru en termes d'actions à effets rapide dans un contexte où les fonds du projet sont limité ;
- Les relations entre le projet, les entités affiliées et bénéficiaires et les autres acteurs du projet sont encore peu solides
- Lenteur dans le décaissement de fonds pour les activités à réaliser sur le terrain constitue un frein à leur mise en œuvre.

#### 4.4. Leçons apprises

Quelques leçons apprises ont été tirées de la mise en œuvre du projet :

- La problématique de l'adaptation aux changements climatiques est assez complexe et tout projet y relatif doit aller au-delà des aspects de l'information, sensibilisation et formation pour développer des actions concrètes permettant de changer la situation de vulnérabilité telle que vécue au quotidien par les populations périurbaines et rurales au niveau terrain ;
- Si les parties prenantes ne sont pas insuffisamment impliquées dès la conception du projet, il y'a un risque qu'il y ait une faible appropriation. C'est le cas du MEEP et la Direction de Lutte Contre les Changements climatiques , ce qui se traduit aujourd'hui par son presque désintérêt dans le suivi du projet ;
- Les activités de communication piloté à partir de Yaoundé et mis en œuvre dans les sites prioritaires sont de nature à limiter leur appropriation et accroître les coûts de suivi.
- La question sécuritaire qui a occasionnée le braquage avec le vol de la voiture du projet . Cette situation a handicapée la bonne marche du projet. Actuellement le véhicule attribué au projet n'est pas adapté au terrain

#### 5. PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'intervention du projet «Amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques » constitue une réponse aux groupes cibles très vulnérables dans leur lutte contre les effets des changements climatique et l'adaptation .

La démarche adoptée pour la mise en oeuvre du projet est basée sur une approche participative avec une collaboration accrue avec les bénéficiaires et les partenaires de mise en oeuvre et la prise en compte des priorités contenues dans le dans le Plan National de Développement (PND).

Le partenariat étroit entre les codemandeurs (ADOP, SODAH et RERAC) de même que l'implication effective des radios communautaires bénéficiaires dans les sensibilisations et les formations ont permis la réalisation des actions du projet dans la limite budgétaire avec l'atteinte des résultats tangibles.

Il s'agit notamment de l'amélioration de la performance des groupes cibles suite :

- L'accès à l'information sur les changements climatiques pour mettre en œuvre *in situ* des pratiques agricoles résilientes au changement climatique.
- Le renforcement de leurs capacités en matière d'adaptation aux changements climatiques par la production et la diffusion des outils de sensibilisation de masse appropriés (boites à image, bandes dessinées, affiches, vidéo, etc.) sur les changements climatiques et leurs effets .

Ainsi, il convient de souligner qu'après vingt-trois mois de mise en œuvre du projet AMCC-UICN , l'on constate ce qui suit :



- L'UICN et ses codemandeurs ont réalisé pas mal d'activités, toutefois l'immensité de la zone d'intervention du projet ne facilite pas leur appropriation.
- Les bénéficiaires ont certes accès à l'information, en revanche les effets de ces actions ne sont pas encore perceptibles sur le terrain. En effet, il est attendu du projet que les groupes cibles qui ont accès à l'information mettent concrètement en œuvre *in situ* des pratiques agricoles résilientes face au climat ;
- Le projet ne dispose pas encore d'un système de collecte de données et de suivi-évaluation qui permet de mesurer les progrès réalisés par le projet;
- Les relations entre le projet, les entités affiliées et bénéficiaires et les autres acteurs du projet sont encore peu solides,
- Lenteur dans le décaissement de fonds aux codemandeurs pour réaliser les activités de terrain retard la mise en œuvre efficace du projet et pourra jouer sur l'atteinte des résultats .
- Faiblesse de collaboration avec les autorités administratives, du Comité Provincial d'Action (CPA) et des services déconcentrés des Provinces ;
- Faible communication et synergie d'action entre, d'une part RERAC Cameroun et les radios communautaires et d'autre part RERAC Cameroun et RERAC-Tchad.
- L'approche utilisée pour la sensibilisation des groupes cibles n'est pas inclusive (absence des autorités traditionnelles, des agents des services déconcentrés, les médias), ce qui ne facilite pas une bonne appropriation des bonnes pratiques d'adaptation au changement climatiques ;
- Les campagnes de sensibilisation sont seulement limitées aux groupes cibles et les informations reçues sont très faiblement relayées pour atteindre une masse des populations ;
- L'absence du chargé de communication pendant cette longue durée de 7 à 9 mois à handicapé la bonne marche du projet en terme de communication et de lisibilité .

De tout ce qui précède , le tableau ci-dessous récapitule les **recommandations formulées et les actions à entreprendre**

Recommandations	Action à entreprendre
L'immensité de la zone d'intervention du projet ne facilite pas leur appropriation.	Concentrer les activités du projet dans quelques sites pilotes en y densifiant les activités de sensibilisation de masse, d'éducation de communications sur les pratiques d'agriculture intelligentes face au climat susceptibles de générer des changements de comportements des groupes cibles ;
Lenteur dans le décaissement de fonds pour réaliser les activités de terrain sur l'atteinte des résultats .	Décaisser les fonds trimestriellement à la ccoordination du projet AMCC-UICN pour financer les activités et éviter les retards
Renforcer l'équipe du projet en recrutant un nouveau assistant chargé de communication et un animateur pour le site de Bol	Acceler le processus de recrutement
Créer et tester des modèles pilotes de projets d'adaptation aux effets des changements climatiques en faveur des bénéficiaires cibles (agriculteurs, pêcheurs, éleveurs) dans deux sites	Mettre en place deux projet pilotes de démonstration d'adaptation (compostage, pépinières etc...) dans deux sites (Moundou , Pala et léré) , Le but ultime est l'apprentissage du transfert de technologies
Intensifier et ciblés les campagnes de sensibilisation aux groupes cibles pour atteindre une masse des populations ;	Signature des conventions avec 2 radios communautaires sur les sites prioritaires à Am-timan et Bol (10 émissions/Radio) pour une campagne de sensibilisation sur les changements climatiques et sur l'adaptation;

Veiller à la bonne mise en œuvre des activités conformément à son cahier de charge et celui de ses partenaires (ADOP, RERAC, SODAH)	Suivis de cahier de charges des partenaires à travers le plan mensuel de travail
Développer des partenariats stratégiques	Réorienter les efforts pour la mobilisation d'autres partenaires engagés dans le même combat pour créer davantage d'impacts au niveau des sites prioritaires
Identifier les enseignants par étalisements dans les sites prioritaires retenus et renforcer leur capacité pour qu'il devienne des formateurs des formateurs.	Organiser un atelier de formation des formateurs de trois jours à l'endroit des enseignants identifiés ;
	Suivi des activités dans les écoles avec les clubs environnementaux
	Capitaliser les acquis pour son intégration dans le programme de l'éducation et de formation
Identifier les élèves par établissements sur les 4 sites prioritaires et les érigés en clubs environnementaux .	Mettre en place quatre clubs environnemntaux
	Former ces clubs environnementaux
	Doter ces clubs environnementaux des petits materiles de pépinières
	Créer de synergie avec Epace Vert Sahel pour la durabilité
	Capitaliser ces acquis à la fin du projet pour intégration dans le programme de l'éducation et de formation pour une meilleure prise de décision dans les institutions nationales
Informier et communiquer avec les autorités administratives et traditionnelles ainsi que les groupes sur les activités à mettre en œuvre ou déjà mis en œuvre dans leurs zones	Organisation des réunions de partages des informations avec les CPA, CDA, CLA des différents sites
	Organiser les ateliers de masse regroupant les services déconcentrés de l'Etat notamment: l'ANADER, les Communes et Arrondissements, la société civile par sites en plus de ce qui est déjà fait dans les lycées et autres bénéficiaires
Renforcer la synergie, la communication et la visibilité des actions sur le terrain avec ses partenaires de mise en œuvre	Assurer la synergie d'action entre les codemandeurs et les autres partenaires,
	Production des panneaux de visibilité pour les zones biogéographique des groupes cibles ;
Faire un suivi rapproché des activités afin de mieux s'assurer de l'effectivité et la qualité des activités réalisées par ses partenaires de mise en œuvre sur le terrain	Organisation des missions de suivis des activités réalisées par les partenaires du projet
Faire de telle sorte que le partenaire chargé de coordonner les activités avec les radios communautaires soit plus ac et visible sur le terrain	Appuis des campagnes de sensibilisation par le RERAC à travers les radios communautaires

## Liste des Annexes

<a href="#">Annexe 1 : Termes de Référence de la mission</a>
<a href="#">Annexe 2 : Liste des documents consultés</a>
<a href="#">Annexe 3 : Outils des collectes des données</a>
<a href="#">Annexe 4 : Liste des personnes consultées</a>

### Annexe 1 : Termes de Reference de la Mission

## PROJET : AMELIORATION DE L'INFORMATION, EDUCATION ET COMMUNICATION DES POPULATIONS RURALES ET PERIURBAINES A L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

### TERMES DE REFERENCE EVALUATION A MI-PARCOURS DU PROJET

#### I- CONTEXTE

L'UICN est un leader mondial dans le développement des connaissances et la compréhension des actions efficaces pour la conservation. Elle regroupe des Etats, des agences gouvernementales et ONG membres, et quelques 10 000 scientifiques et experts de 181 pays en un partenariat mondial unique, destiné à fournir un forum neutre pour le dialogue sur les questions liées à l'environnement et au développement durable.

Le bureau de l'UICN au Cameroun fait partie du Programme Afrique Centrale et Occidentale, dont le siège est à Ouagadougou au Burkina Faso. Il travaille en étroite collaboration avec plusieurs partenaires stratégiques.

Le Bureau de l'UICN au Cameroun met en œuvre depuis plusieurs années de nombreuses initiatives au Tchad en relation avec la gestion durable des ressources naturelles et la lutte contre le changement climatique.

Cependant, le gouvernement du Tchad a pris de nombreuses mesures pour répondre à la question du Changement Climatique en élaborant le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PANA). Dans le cadre de ce PANA, plusieurs initiatives et projets sont développés et mis en œuvre. Il s'agit notamment du Programme Alliance Mondiale pour le Changement Climatique (AMCC).

A travers le programme de l'AMCC, l'UICN met en œuvre depuis le 12 Décembre 2016, le projet « *Amélioration de l'information, éducation et communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation* ». Le projet vise à améliorer le niveau d'information, d'éducation et de communication des populations rurales et périurbaines à l'adaptation aux changements climatiques (CC) pour une meilleure prise de décision. Ainsi donc, à 23 mois de l'exécution dudit projet, une évaluation à mi-parcours est nécessaire. Le but de ces évaluations est d'examiner les réalisations du projet par rapport aux attentes initiales et de tirer parti de l'expérience acquise.

#### II- OBJECTIFS

##### 2.1. *Objectif global*

L'évaluation envisagée est destinée à faire le bilan de l'exécution à mi-parcours du projet en dégageant les atouts et contraintes, à travers une analyse de la pertinence, l'efficacité, l'efficience, et les effets induits/impact du projet.

##### 2.2. *Objectifs spécifiques*

De manière spécifique, il s'agit :

- ☞ D'apprécier la pertinence initiale et actuelle des objectifs du projet, au besoin, proposer des solutions d'adaptations ;
- ☞ D'évaluer les résultats atteints et les activités mises en œuvre par rapport aux objectifs fixés dans le projet;
- ☞ De formuler des recommandations et des propositions opérationnelles concrètes en vue :
  - ↳ De corriger d'éventuels problèmes et dysfonctionnements mis en évidence par l'évaluation au niveau de la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la viabilité et l'impact du projet ;

↳ D'adapter le fonctionnement au nouveau référentiel éventuellement proposé (objectifs revus).

### III- MÉTHODOLOGIE

Il est prévu une évaluation à mi-parcours du Projet conformément aux règles régissant l'exécution nationale (procédures Union Européenne). Le projet a atteint la phase d'évaluation à mi-parcours. A cet effet, les présents termes de référence sont élaborés dans ce contexte.

L'évaluation externe à mi-parcours se déroulera en trois volets:

a) Entretien avec la coordination du projet et consultation des documents-projet ;

b) Phase d'entretien et de visite terrain ;

Visiter les sites de mise en œuvre du projet et conduire les entretiens. Pendant les visites, les entretiens d'évaluation seront organisés avec les bénéficiaires/les groupes cibles du projet et les partenaires locales (ADOP, SODAH et RERAC). Les visites seront planifiées et organisées avec la coordination du projet. Les principales parties prenantes du projet seront rencontrées. Il s'agira : des membres des Comités Provinciaux d'Action, des chefs des stations des radios communautaires, de la coordination nationale de l'AMCC.

c) Phase de rédaction du rapport, présentation et validation : Un premier draft de rapport provisoire sera soumis à la coordination du projet. Sur la base des observations formulées, le Consultant révisera le rapport et soumettra un second draft de rapport provisoire qui sera présenté lors d'une restitution en présence de l'équipe du projet, la coordination de l'AMCC et le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche.

Le rapport final définitif tenant compte des observations reçues des parties concernées sera présenté dans les (01 jours) suivant les observations reçues. En plus de répondre aux questions d'évaluation, le rapport final doit synthétiser toutes les constatations et conclusions en une appréciation globale du projet sera mis à la disponibilité de la coordination.

### IV- Profil de l'expert

Profil de l'expert en évaluation de projet :

- ⇒ Expérience avec des évaluations de projets (Ajoutez des références dans votre application).
- ⇒ Connaissance du contexte du changement climatique et des techniques d'adaptations ou dans les domaines annexes ;
- ⇒ Connaissance des projets financés par l'U.E en matière de développement durable ;
- ⇒ Expérience technique pertinente dans le suivi et l'évaluation d'un projet ;
- ⇒ Parler et écrire la langue française couramment ;
- ⇒ Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine du renforcement des capacités

### V- DURÉE DE LA MISSION

La mission se déroulera sur une durée de quinze (15) jours au maximum, à partir de la signature du contrat avec l'UICN-PC.

### VI- TABLEAU DES ÉTAPES ET LIVRABLES

Phases	Activités	Livrables	Payement
I. Phase préparatoire	1. la préparation de la mission	Rapport de démarrage (méthodologie, calendrier et structure du rapport d'évaluation)	30% Honoraires+ Frais de transport+ Communication 912 500 FCFA
	2. la rencontre de cadrage méthodologique		
	3. la recherche documentaire		
II. Phase de collecte des données	1. visite des différents acteurs et partenaires impliqués dans le processus	Rapport de synthèse préliminaire	40% Honoraires+ Frais de rapport
	2. Prise de contact et échanges avec des acteurs		
	3. Collecte des données sur le terrain		
III. La phase de traitement et d'analyse	1. Rédaction du rapport de synthèse préliminaire	Rapport final Validé	30% Honoraires + Divers
	2. restitution du rapport et intégration des observations		
IV. La phase de rédaction et de validation du rapport	3. Rapport final		

## Annexe 2 : Documents consultés

- 1) AMCC (2018) : Comptes rendus équipe du projet AMMC et Projet AMCC-UINC , Novembre 2018.
- 2) Contrat de partenariat CP003\_AMCC, ADOP , 2016.
- 3) Contrat de partenariat CP003\_AMCC, RERAC , 2016.
- 4) Contrat de partenariat CP003\_AMCC, SODAH , 2016.
- 5) Projet AMCC (2017) : Rapport de suivi de la mise en œuvre des activités du projet , aout 2017
- 6) Projet AMCC (2017) : Rapport de suivi de la mise en œuvre des activités du projet , Mai 2018
- 7) Projet AMCC (2017) : Rapport de suivi de la mise en œuvre des activités du projet , octobre 2018
- 8) Projet AMCC-UINC (2017) : Rapport Narratif intermediaire année 1 .
- 9) Projet AMCC-UINC (2017) : Plan de communication
- 10) Projet AMCC-UINC (2017) : Rapport Annuel des activités 2017 de ADOP
- 11) Projet AMCC-UINC (2017) : Rapport Annuel des activités 2017 du RERAC
- 12) Projet AMCC-UINC (2017) : Rapport Annuel des activités 2017 du SODAH
- 13) Projet AMCC-UINC (2018) : Rapport Annuel des activités 2018 de ADOP
- 14) Projet AMCC-UINC (2018) : Rapport Annuel des activités 2018 du RERAC
- 15) Projet AMCC-UINC (2018) : Rapport Annuel des activités 2018 du SODAH
- 16) Projet AMCC-UINC (2018) : Rapport Narratif intermediaire année 2
- 17) UE (2012) : AMCC au Tchad – Adaptation aux effets du changement climatique et développement des énergies renouvelables. DCI-ENV/2012/024-595
- 18) MEP (2016) : Contrat de subvention -Actions extérieures de UE avec UICN et formulaire de demande de subvention.
- 19) Annexe A Projet Lot DIEC-AMCC –UICN , juillet 2015
- 20) Avenant n 1 du projet AMC –UICN , décembre 2018



### Annexe 3 : Calendrier d'intervention

Jour	Activités réalisées
05-06 février 2019 , AM-TIMAN	Contact autorités Seance de travail avec la Radio Seance de travail avec les établissements Seance de travail avec les groupes cibles
07 -08 février 2019, Bol	Contact autorités Seance de travail avec la Radio Seance de travail avec les établissements Seance de travail avec ANADER
10 -11 février 2019, Moundou	Contact autorités Seance de travail avec la Radio Seance de travail avec les établissements Seance de travail avec les groupes cibles
13-16 Février 2019, Pala et lère	Contact autorités Seance de travail avec la Radio Seance de travail avec les établissements Seance de travail avec les groupes cibles

## Annexe 4 : liste des personnes consultées

### Liste des personnes / organisations consultées

NOM	ORGANISATION	FONCTION	CONTACT (email, tél.)
Moussa Mahamat Barka	Lycée Agropastoral Am-timan	Proviseur	66273266
Hissein Dangaye	Lycée Bilingue Am-timan	Proviseur	66273266
Kouzoumbi Keiboung	Lycée Francophone Bol	Proviseur	66767618/99781675
Mahamat Abba Kaka	Lycée Arabophone	Proviseur	65349001/99515406
Namardé Pierre	Lycée Djarabé	Proviseur	66409583
SERDEBNE PALLAI	Lycée Communal de Pala	Proviseur	66079585
AMTOU KEDA	Lycée Luthérien	Proviseur	63176718/98753726
Ousmane Abdramane	Troupe théâtrale am-timan	Emeteur en scène	60186878
Ali Abdel banat	Troupe théâtrale am-timan	SG	66522335
Abbas Ahmat	Troupe théâtrale am-timan	Vice président	65795646
Izzadine Attahir	Radio FM Darbaja	Coordonnateur radio	66351665
Djimotoum Bongtoloum	Radio FM Darbaja	Journaliste	66188597
Ousmane Abdramane	Radio FM Darbaja	Chargé de programme	60186878
Faradji mahamat	ANADER Bol	Chef de division	66247690
Bevia respa	ANADER Bol	Animatrice	66784085
Yacouba moussa	Eleveur moundou	Chef ferrick	63444991
Raphael michael	Radion Nada moundou	Journaliste	66604225
Beinde	Radion Nada Moundou	Journaliste	66264814
Madjitolgar beindé	Agropasteurs Moundou	Chef de goupement	66264814
Ndanane Ali Elyse	Agropasteurs Moundou	Chef de goupement	66387103
M'baidodjim	Agropasteurs Moundou	Chef de goupement	62512657
Mbaitelem Bomnian	Pêcheurs Moundou	Président	66266948
Guelmbaye honde pierre	Pêcheurs Moundou	Vice président	66410072
Nelede Priscille	Pêcheurs Moundou		63080304
Martine	Federation éleveurs	PF	
Sobdibé Silas	ODV Pala		62781582
Rouzoumka Ziékiné thomas	Radio terre nouvelle pala	Chef antenne	66811736
Marhous Abdoulaye ggoudja	ADOP	SG	66289406
Gabsoubo tiguele pallaye	SODAH	Président	66349045
Eugène Massina	RERAC	Coordonnateur	696969877
SANDA BAKARI	AMCC	Coordonnateur National	Tél : 66 24 21 86 / 99 96 65 34
Hawanguyo Abdias	Projet AMMC-UICN	Assistant Adm et Financier	62060888
BENOIT SARR	AMCC	AT Adaptation	Tél : 65 42 29 23
ARSENE DJOULA	AMCC	Cadre National Adaptation	Tél : 66 19 95 65 / 99 58 33 92
BARNABAS GUYNI GUILOU	ALISEI / SAHEL-ECODEV	Représentant	Tél : 66 29 33 48 / 99 91 73 86
KYEBLOUABE SIGNABOUBO	UICN	Chef de projet par intérim	Tél : 66 37 12 59 / 99 60 01 69
DJANAN DJITOG	MPIEA	Point Focal Agriculture	Tél : 63 40 60 03 / 99 56 89 48
MADJIBE DANGAR	MEPA	Point Focal Elevage AMCC	Tél 66 33 36 66
BAOHOUTOU LAOHOTE	Université de N'Djamena	Chercheur consultant	Tél : 66 29 64 07

**GUIDE D'ENTRETIEN**

Pertinence

Rôle des parties prenantes dans toutes les étapes de la gestion du projet ?

Planification :

---

---

Mise-en-œuvre

---

---

Suivi-évaluation

---

---

---

Appréciation du projet

Approprié

Partiellement approprié

Non approprié

Si partiellement ou non approprié, lister les points de blocage et proposez des solutions d'amélioration

Quel est selon vous le niveau d'articulation des interventions du projet ?

---

---

---

Comment jugez-vous la pertinence et la consistance des formations et sensibilisation ?

---

---

---

Quel est l'état de mise en œuvre et où sont les points de blocage

Le Suivi -évaluation du projet par AMCC-UICN, Codemandeurs (place du MINEPAT, lien avec le budget projet, implication des autres acteurs

Efficacité ou performance du programme à mi-parcours

1. Quel est pour vous le progrès réalisé par le projet pour aller vers :
  - a) La réduction du temps de réaction des parties prenantes en cas d'adaptation ?  
-----  
-----  
-----
  - b) La réduction de la taille de la population vulnérable dans les zones d'intervention.  
-----  
-----  
-----
  - c) Les institutions nationales/locales et les populations cibles aptes à gérer les effets des cc et les bonnes pratiques de résilience  
-----  
-----  
-----
- 2-Quelles sont les contraintes de mise en œuvre qui sont identifiées à ce stade, les solutions qui ont été apportées ainsi que leur l'efficacité.  
-----  
-----  
-----
- 3- Quels facteurs de succès peuvent justifier le niveau d'atteinte des résultats actuels ?  
-----  
-----  
-----
- 4- Quelles bonnes pratiques et quelles leçons apprises à ce stade de mise en œuvre ?  
-----

Efficienne

- 5- Comment jugez-vous l'adéquation entre les résultats obtenus et les moyens (matériels, financiers et humains) mobilisés pour le projet  
-----  
-----
- 6- Comment jugez-vous le niveau de maîtrise des coûts unitaires des actions en rapport avec les activités menées ?  
-----  
-----
- 7- **L'approche d'intervention** permet –elle d'assurer la durabilité des résultats ?  
oui  Non

- si oui comment ? -----  
-----  
-----
- si non pourquoi ? -----  
-----  
-----

Suivi-évaluation

8- Quels sont les outils de suivi-évaluation mis en place dans le cadre du projet et quel est leur efficacité pour capter les effets du programme.

**QUESTIONNAIRE/GUIDE D'ENTRETIEN BENEFICIAIRES**

---

Pertinence

Montage institutionnel

En tant que bénéficiaire du projet, quel est votre rôle dans toutes les étapes de la gestion du projet ?

Planification :

---



---

Mise-en-œuvre

---



---

Suivi-évaluation

---



---

Approche d'intervention

Comment jugez-vous la pertinence des approches d'interventions du projet

Approche d'intervention	Activités concernées	Points forts	Points faibles
Approche directe			
Autres			

*Note : les points forts et les points faibles seront appréciés en suivant les orientations suivantes :*

*Respect du calendrier*

*Approprié par rapport au contexte*

*Approprié par rapport aux besoins des bénéficiaires*

*Qualité des produits générés*

*Durabilité des actions engagées,*

*Prise en compte des synergies des interventions avec les autres partenaires*

Pertinence du contenu opérationnel

Comment percevez-vous les actions et les produits du projet par rapport à vos propres besoins

Tous pertinents

Partiellement pertinents

Si partiellement pertinents, listez ceux des actions et produits non ou partiellement pertinents par rapport à vos missions

-----  
-

Y-a-t-il des actions que vous pensez être nécessaires qui auraient dû être prises en charge par le projet

-----  
-----  
-----

Efficacité ou performance du projet à mi-parcours

Quel est pour vous le progrès réalisé par le projet pour aller vers :

La réduction du temps de réaction des institutions nationales et locales en cas d'adaptation aux cc ?

-----  
-----

La réduction de la taille de la population vulnérable dans les zones d'intervention.

-----  
-----Les parties prenantes et les populations cibles aptes à gérer les effets des cc

-----  
-----



Quelles sont les contraintes de mise en œuvre qui sont identifiées à ce stade, les solutions qui ont été apportées ainsi que leur efficacité.

-----  
-----

-----Quels facteurs de succès peuvent justifier le niveau d'atteinte des résultats actuels ?

-----

-----Quelles bonnes pratiques et quelles leçons apprises à ce stade de mise en œuvre ?

-----

-----

### Efficienc

Comment jugez-vous l'adéquation entre les résultats obtenus et les moyens (matériels, financiers et humains) mobilisés pour le projet ?

-----  
-----

Comment jugez-vous le niveau de maîtrise des coûts unitaires des actions en rapport avec les activités menées ?

-----  
-----